

# LE DEVOIR

VOL. C N° 199

LE JEUDI 3 SEPTEMBRE 2009

1,10\$ + TAXES = 1,25\$

## Une mine d'informations cruciales pour l'ennemi

Le Devoir obtient les documents oubliés chez Julie Couillard par Maxime Bernier

BAHADOR ZABIHIYAN

Les documents oubliés par Maxime Bernier chez Julie Couillard en avril 2008, et obtenus en primeur par *Le Devoir*, sont une véritable mine d'information dont la divulgation risquerait de porter préjudice à la défense et à la politique

étrangère du Canada et de ses alliés, et de fournir des renseignements cruciaux à leurs ennemis. De l'élargissement de l'OTAN aux pays des Balkans à la contribution de celui-ci dans la lutte contre le terrorisme, des prisonniers talibans en Afghanistan à la défense antimissile, du contrôle des armements au conflit israélo-

palestinien, de la situation en l'Ukraine à la présence d'al-Qaïda au Pakistan en passant par la position du Canada en ce qui concerne le daï-lama et le nucléaire iranien, tous les grands sujets de la politique canadienne à l'étranger y sont abordés de manière détaillée. Les documents, totalisant 560 pages que

M. Bernier avait oubliés chez Julie Couillard et que *Le Devoir* a obtenus grâce à la Loi sur l'accès à l'information, permettent d'avoir une vue d'ensemble de la façon dont le gouvernement canadien conçoit ses rapports avec le monde. Mais

VOIR PAGE A 8: DOCUMENTS

### LES MEILLEURES PHOTOS DE L'ANNÉE



C'était avant l'obamamanie et des mois avant l'élection du premier président noir de l'histoire des États-Unis. Ce cliché du couple Obama, montrant Barack et Michelle fatigués, capturant un rare moment d'intimité pendant la campagne d'enfer menée pour gagner l'investiture démocrate, a remporté l'un des premiers prix du World Press Photo (WPP) 2009. L'exposition du WPP, qui fait escale à Montréal au Musée Juste pour rire dès demain et jusqu'au 4 octobre, regroupe le meilleur crû des photoreportages qui ont marqué l'année 2008. Nos informations en page B 8.

## Duceppe plonge, haro sur Layton

Les conservateurs ne veulent pas de Layton, qui devra décider s'il lance le pays en élections

HÉLÈNE BUZZETTI

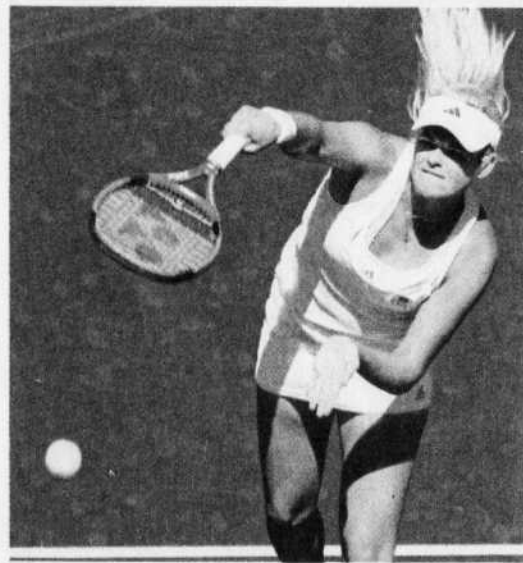
Ottawa — Le Bloc québécois ne donnera pas son appui au gouvernement conservateur, dont les jours semblent de plus en plus comptés. Gilles Duceppe entend prendre le sentier de la guerre électorale en faisant valoir que le conflit de valeurs droite-gauche que les libéraux de Michael Ignatieff veulent mettre en exergue n'est pas valide au Québec. Parti libéral, Parti conservateur, c'est bonnet blanc, blanc bonnet, à son avis.



Avec la perte des appuis bloquistes et libéraux, le sort du gouvernement conservateur repose désormais sur les épaules des néodémocrates de Jack Layton. Une quelconque entente entre les deux

VOIR PAGE A 8: DUCEPPE

- Plus question de reculer, dit Michael Ignatieff, à lire en page A 3
- L'éditorial de Josée Boileau: Appel du pied, à lire en page A 6



US OPEN

### Aleksandra Wozniak déclassé Mauresmo

À lire en page B 6

## La géo-ingénierie pour freiner le réchauffement climatique?

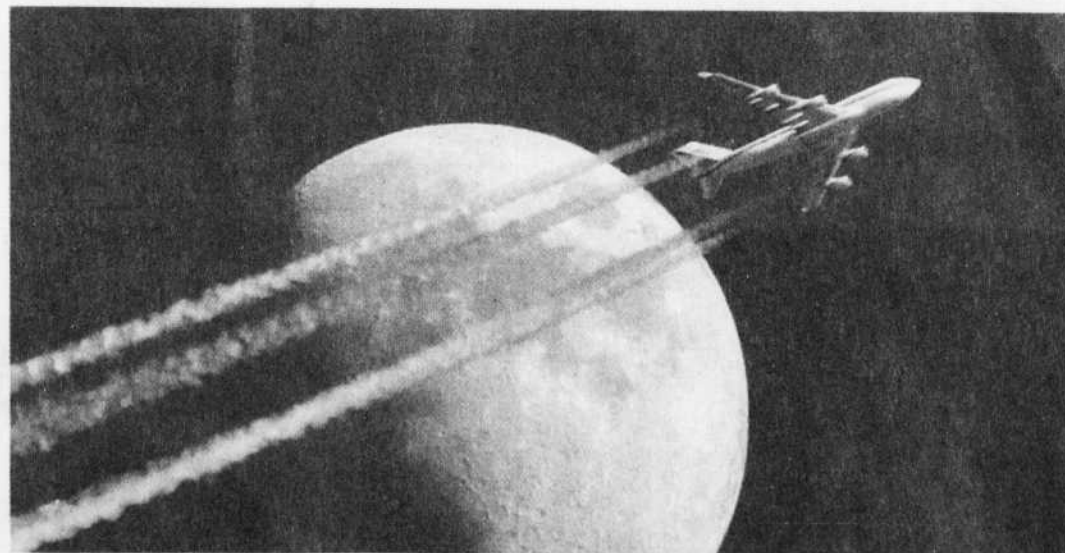
PAULINE GRAVEL

Alors que le réchauffement du climat semble s'accélérer et que de nombreux pays tardent à adopter les mesures nécessaires pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), des scientifiques ont imaginé des technologies étonnantes dans le but de renverser la vapeur. Injecter de l'eau de mer dans les nuages, introduire de la pollution

dans la stratosphère, envoyer d'immenses miroirs dans l'espace, fertiliser les océans, ces stratégies inquiètent la plupart des spécialistes du climat, qui craignent les conséquences imprévues et néfastes qu'elles pourraient engendrer.

Pourtant, la Société royale, communément appelée l'Académie nationale des sciences du Royaume-Uni, lançait un pavé dans la mare cette

VOIR PAGE A 8: RÉCHAUFFEMENT



AGENCE FRANCE-PRESSER

## Unis contre le décrochage

Des étudiants universitaires viennent en aide aux élèves du secondaire

LISA-MARIE GERVAIS

Sept universités montréalaises, trois commissions scolaires de l'île de Montréal, le Conseil régional des élus (CRE) et la Ville de Montréal ont annoncé hier qu'ils s'unissaient au sein d'un vaste partenariat au noble dessein: garder les jeunes du secondaire sur les bancs d'école.

Signée Fusion jeunesse, un OBNI qui promeut la persévérance scolaire, la recette — miracle! — contre le décrochage est fort simple: rémunérer des étudiants de l'université pour qu'ils aillent développer des activités parascolaires dans des écoles de milieux défavorisés, généralement à plus faible taux de diplomation. «C'est un engagement de jeunes à jeunes, c'est pour ça que ça marche», a souligné Gabriel Bran Lopez, l'instigateur du programme.

La formule avait d'abord été testée dans un projet-pilote, démarré en janvier dernier, entre des étudiants au baccalauréat de l'Université Concordia et les ados des écoles secondaires Pierre-Dupuy et James Lyng. Journal étudiant,

VOIR PAGE A 8: DÉCROCHAGE

### INDEX

Annonces.....	B 5	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 4	Météo.....	B 6
Bourse.....	B 2	Monde.....	A 5
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 6
Décès.....	B 5	Sports.....	B 6
Économie.....	B 1	Sudoku.....	B 5
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

1794 - 1840  
LES GRANDS  
COMBATS DE  
LA PRESSE À  
MONTRÉAL

MONTRÉAL D'IDÉES ET D'IMPRESSION

Un événement du Petit musée de l'impression sur le patrimoine montréalais de l'imprimerie, en collaboration avec le Centre d'histoire de Montréal.

infos | www3.sympatico.ca/desmmbel | 514 872 3207

DU 11 AU 27  
SEPTEMBRE 2009

## ACTUALITÉS

Élections municipales

## Projet Montréal tente de refaire surface

Marginalisé depuis l'arrivée de Louise Harel, Richard Bergeron passe à l'attaque

Richard Bergeron l'admet lui-même: l'arrivée de Louise Harel dans l'arène municipale en juin dernier a fait mal à Projet Montréal, le parti qu'il dirige. Le choc passé, M. Bergeron souhaite maintenant que la voix de sa formation politique puisse se faire entendre malgré le duel très médiatisé qui oppose Gérard Tremblay et Louise Harel.

JEANNE CORRIVEAU

Le chef de Projet Montréal est passé en mode attaque hier, et s'en est pris à ses deux adversaires dans la course à la mairie de Montréal. Richard Bergeron tient Gérard Tremblay et Louise Harel responsables du déclin de la métropole au cours des deux dernières décennies.

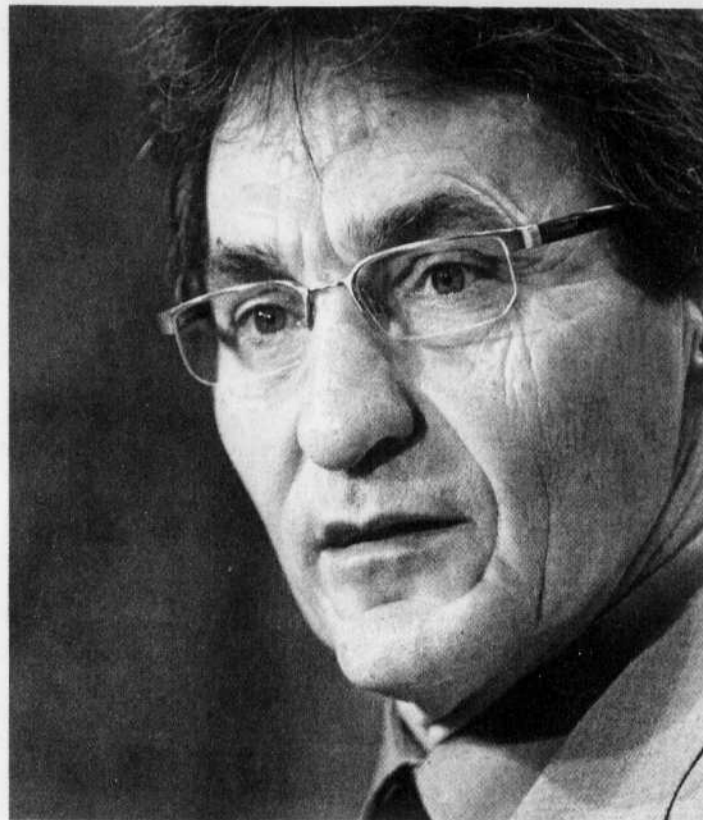
Tel un professeur devant sa classe d'étudiants, Richard Bergeron a longuement expliqué hier aux médias comment Gérard Tremblay, à titre de maire et d'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce, et Louise Harel, ancienne ministre de l'Emploi et des Affaires municipales, n'avaient rien fait pour freiner le déclin de Montréal au cours des 20 dernières années. Tout y est passé: érosion démographique au profit des banlieues, exode des familles, stagnation économique, augmentation du parc automobile et hausse de la pollution.

Il a comparé Gérard Trem-

blay au personnage télévisé Homer Simpson qui, après s'être fait reprocher d'avoir brisé la voiture familiale, réplique qu'il vaudrait mieux parler d'avenir que de ressasser le passé. «Complaisance, copinage, collusion et corruption», voilà comment M. Bergeron a résumé le régime instauré par le maire au cours des dernières années.

À Louise Harel, il a reproché son «obsession» à l'égard des structures. Contrairement à Mme Harel, qui dénonce la décentralisation des pouvoirs, Richard Bergeron croit que le problème de Montréal réside surtout dans les pouvoirs dispropor-

tionnés que détient le comité exécutif qui siège à huis clos. M. Bergeron suggère plutôt que l'essentiel des pouvoirs soit confié à des commissions publiques. «Si Louise Harel devenait mairesse de Montréal, il y aurait carrément un bordel durant quatre ans à Montréal et des chicanes à n'en plus finir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
Richard Bergeron, le chef de Projet Montréal, ne veut pas passer inaperçu dans la campagne électorale.

sur les structures, a-t-il dit. Mme Harel ne comprend rien à la réalité de Montréal.»

## Retour sur le passé

S'il a tiré à boulets rouges sur Mme Harel, M. Bergeron a dû admettre qu'il avait tenté, en 2004, de convaincre l'an-

time tentative pour la dissuader de s'allier au parti «morbond» de Benoît Labonté.

Richard Bergeron ne pardonne pas à Mme Harel d'avoir rendu public un courriel confidentiel qu'il lui avait fait parvenir pour lui proposer une alliance. «Mme Harel s'est invitée de force dans la campagne 2009. Dès qu'elle a choisi Vision Montréal, il y a eu rupture du lien de confiance», a-t-il dit.

Il a avoué que l'arrivée soudaine de Mme Harel dans la course à la mairie avait ébranlé son parti et brisé momentanément l'élan de ses troupes, qui venaient de tenir dans l'enthousiasme leur congrès en mai. «On avait un fort contingent de souverainistes et ils ont été déchirés», a-t-il relaté. Projet Montréal a perdu quelques militants qui sont passés dans le camp adverse et plusieurs personnes pressenties pour être candidats ont préféré rester dans l'ombre, a indiqué M. Bergeron.

Richard Bergeron déplore la «politique-spectacle» qui s'est installée dans la campagne, mais ajoute du même souffle: «Nous aussi, on va en faire de la politique-spectacle. On en a fait avec John Gomery [qui préside la campagne de financement de Projet Montréal] il y a un mois, mais il ne faut pas que ce soit que ça. Il faut qu'il y ait du contenu.»

Le Devoir

EN BREF

## AMT: hausse des tarifs

Les usagers des transports en commun de la grande région de Montréal connaîtront une légère augmentation des tarifs de la carte mensuelle. L'Agence métropolitaine de transport (AMT) prévoit des hausses moyennes de 1,75 %, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. Par exemple, la carte mensuelle de la zone 1 passera de 79,50 \$ à 81 \$, et celle de la zone 3, actuellement vendue 109 \$, grimpera à 111 \$, selon *The Gazette*. Le conseil d'administration de l'AMT prendra connaissance des commentaires des sociétés de transport et des conseils intermunicipaux de transport sur l'augmentation proposée par la direction avant de prendre sa décision, le 2 octobre prochain. À pareille date l'année dernière, l'AMT prévoyait des hausses de 4,3 % pour 2009, ce qui a soulevé de vives protestations de la part des maires de la Communauté métropolitaine de Montréal. L'augmentation avait alors été ramenée à 3,5 %. La Société de transport de Montréal annoncera pour sa part, en novembre, les tarifs qui seront en vigueur à partir de janvier. — *Le Devoir*

## STM: des cartes tactiles

L'Institut Nazareth et Louis-Braille (INLB) et la Société de transport de Montréal (STM) ont dévoilé hier les cartes tactiles des stations de métro de Montréal destinées à la clientèle non voyante. Les 68 stations de métro ont été reproduites sous forme de planches rigides, rassemblées dans des cartables, illustrant le trajet à emprunter pour se rendre jusqu'à la plateforme d'embarquement. Le coût du projet s'élève à 50 000 \$. Les cartes tactiles permettront à une part importante des 9000 usagers de l'INLB qui utilisent régulièrement le métro de se faire une représentation géospatiale de l'environnement, des obstacles et des points de repère, et faciliteront grandement leurs déplacements. «Il n'existe nulle part dans le monde un système aussi élaboré pour permettre aux personnes non voyantes de se familiariser avec les différentes stations de métro», a affirmé le président du conseil d'administration de l'INLB, Jean Bouchard. — *Le Devoir*

## Mairie abandonnée

Le projet de construction d'une nouvelle mairie dans le parc René-Masson, que chérissait le maire d'arrondissement sortant de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Cosmo Maciocia, est mort et enterré. Le conseil d'arrondissement a adopté une résolution visant à modifier le zonage du parc René-Masson afin qu'il retrouve son statut de parc. Afin de loger sous un même toit la mairie et la maison de la culture, l'arrondissement avait planifié, en 2007, de sacrifier un boisé du parc René-Masson pour y ériger un nouvel édifice au coût de 18,4 millions. Aussi, dix hectares de terrain, situés à la tête de la coulée Grou, seront protégés et intégrés au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, a tranché le conseil d'arrondissement mardi. — *Le Devoir*

forgez  
votre  
opinion

electionsmontreal2009.com

Des élections municipales auront lieu  
le 1<sup>er</sup> novembre prochain.

- Qui sont les candidats et candidates ?
- Quels sont les enjeux ?
- Qu'en pensent les citoyens et citoyennes ?

Consultez  
electionsmontreal  
2009.com

ROLEX

OYSTER PERPETUAL MILGAUSS  
EN ACIER

Bijouterie  
Gambard  
Vente et service technique  
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

Inconditionnel du Devoir ou amateur d'histoire :

le 10 janvier 2010

« FAIS CE QUE DOIS »

TOUS  
POUR  
UN

célébrera  
« les 100 ans du journal  
LE DEVOIR »

## Devenez concurrent !

Relevez un défi passionnant  
et, qui sait, peut-être...  
remporterez-vous 10 000 \$  
Inscrivez-vous dès maintenant !

Pour tous les détails :

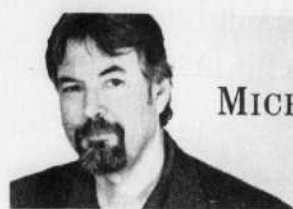
Radio-Canada.ca/touspourun



## POLITIQUE



## Le sens de l'histoire



MICHEL DAVID

Avec le recul, les premières minutes du documentaire intitulé *Questions nationales*, présenté cette semaine au Festival des films du monde, sont particulièrement douloureuses pour un souverainiste.

D'entrée de jeu, le spectateur se retrouve à l'aube de la campagne électorale du printemps 2007. Sur la scène, André Boisclair réitère l'engagement de tenir un référendum le plus rapidement possible au cours de son premier mandat. «Un référendum sur le pays, martèle Daniel Turp. Au PQ, on n'a pas peur des mots.» Flanquée de Pierre Curzi, Diane Lemieux évoque le «vent de changement et de détermination» qui souffle sur le Québec.

Un mois plus tard, le PQ subissait sa pire défaite en 30 ans. Aujourd'hui, le nom d'André Boisclair est devenu synonyme de cauchemar pour les péquistes. Daniel Turp, battu dans le comté mythique de Mercier, est retourné à l'université et le mot «référendum» a été littéralement proscrit du vocabulaire péquiste.

Le nouveau «Plan pour un Québec souverain» de Pauline Marois ne prévoit plus que la récupération de pouvoirs dans le cadre du fédéralisme canadien. D'ailleurs, Mme Marois, peut-être échaudée par sa participation désastreuse au film de Jean-Claude Labrecque, *A hauteur d'homme*, a décliné l'invitation des réalisateurs de *Questions nationales*, laissant toute la place à Bernard Landry.

Quant à Diane Lemieux, elle a claqué la porte du PQ sur un coup de tête, parce qu'on l'avait temporairement privée de son poste de leader parlementaire, et elle se présente maintenant comme la dauphine du maire Tremblay, qui combattait — assez mollement, il est vrai — dans le camp du NON en 1995.

Certes, chacun a son amour-propre et le pouvoir a d'indéniables attraits, qu'on l'exerce à Québec ou à l'hôtel de ville de Montréal. Tout cela ne donne cependant pas l'impression d'une détermination inébranlable dans la quête du pays.



Malgré d'évidentes différences dues à l'histoire et à la géographie, on a surtout retenu de cet excellent documentaire les similitudes entre les mouvements d'émancipation nationale au Québec, en Écosse et en Catalogne.

Les fédéralistes se sont empressés de constater que les Écossais ont les mêmes hésitations que nous à opter pour l'indépendance, n'en voyant pas davantage la nécessité, tandis que les souverainistes y ont vu la preuve que leur projet n'est ni anachronique ni à contresens de l'histoire.

Pour reprendre le célèbre euphémisme de René Lévesque, le Canada, la Grande-Bretagne et l'Espagne n'ont rien à voir avec le Goulag. De toute évidence, les questions nationales ne s'y posent pas dans les mêmes termes que dans les 111 pays qui ont acquis leur indépendance au cours du dernier demi-siècle.

Il n'en demeure pas moins remarquable que, depuis des siècles, trois des pays les plus avancés de la planète se sont révélés incapables de satisfaire les aspirations de nations dont ils prétendent faire des compatriotes.

Que les souverainistes québécois n'aient pas encore réussi à rallier la majorité de la population à leur projet n'entache en rien la légitimité ou la pertinence de ce dernier. Gilles Duceppe a raison de dire que les fédéralistes sont tout aussi incapables de réformer une constitution à laquelle aucun des partis représentés à l'Assemblée nationale n'a voulu adhérer depuis 1982.



Pour celui qui milite depuis 40 ans en faveur de la souveraineté du Québec, il est sans doute exaspérant de la voir piétiner, sinon régresser, mais pourquoi serait-ce plus facile ici qu'ailleurs?

Depuis son annexion à l'Espagne, en 1469, l'histoire de la Catalogne a été ponctuée de soulèvements qui ont été écrasés dans le sang. Au fil des siècles, ses droits et privilèges ont été abolis, puis rétablis à plusieurs reprises, et ils sont de nouveau menacés.

Le traité d'Union entre l'Écosse et l'Angleterre remonte à 1707 et l'Écosse n'a retrouvé qu'en 1999 un Parlement dont les pouvoirs demeurent très limités. Selon les derniers sondages, l'indépendance est encore loin d'avoir l'appui de la majorité et le référendum prévu en 2010 ne tranchera vraisemblablement pas la question de façon définitive.

Alors que les militants péquistes s'empressent de critiquer leur chef ou de le mettre carrément à la porte dès que la souveraineté connaît un creux de vague, la longévité politique des leaders catalans et écossais est remarquable.

Torturé dans les prisons de Franco dans les années 1960, Jordi Pujol, dont l'entrevue est particulièrement savoureuse, a fondé son parti en 1974, avant d'être réélu sans interruption président de la Généralité de Catalogne de 1980 à 2003.

L'actuel premier ministre de l'Écosse, Alex Salmond, est chef du Scottish National Party depuis 1990, sauf pour une éclipse volontaire de quatre ans pendant laquelle il a néanmoins agi comme leader parlementaire de son parti à Westminster. Durant cette période, le PQ a eu cinq chefs et il est bien possible qu'il en ait d'autres avant que M. Salmond ne tire sa révérence.

L'impatience des souverainistes québécois est compréhensible, mais le sens de l'histoire consiste aussi à reconnaître que Rome n'a pas été bâtie en un jour.

mdavid@ledevoir.com

## Éric Caire veut pousser l'ADQ encore plus à droite

Éric Caire veut assainir la démocratie syndicale afin d'empêcher l'accréditation de nouveaux membres par la «contrainte». Il en va de la prospérité du Québec, soutient le plus à droite des candidats à la direction de l'Action démocratique du Québec.

ROBERT DUTRISAC

Québec — Pour accroître la prospérité du Québec, le candidat à la direction de l'Action démocratique du Québec Éric Caire préconise de réformer le Code du travail afin d'empêcher les syndicats d'user de la contrainte «physique ou morale» pour recruter de nouveaux membres.

Dans un «document de réflexion» sur «la prospérité et la gestion de l'État» qu'il a rendu public hier, Éric Caire propose d'«améliorer la démocratie» au sein des syndicats en imposant le vote secret pour l'accréditation syndicale des travailleurs tout comme pour l'acceptation ou le rejet des offres patronales au terme des négociations des conventions collectives.

«Ça diminuerait le nombre de grèves. Ça ferait en sorte que des entreprises qui n'ont pas envie de se syndiquer ne le seraient pas», a fait valoir Éric Caire dans une entrevue accordée au *Devoir*.

Actuellement, l'accréditation des nouveaux syn-

diqués se fait le plus souvent par la signature de cartes, bien que la tenue d'un vote secret soit une procédure admise. Quant aux offres patronales, elles sont la plupart du temps acceptées ou rejetées à main levée lors d'assemblées syndicales.

Le cas du magasin Wal-Mart de Jonquières est «un bon exemple d'une entreprise qui n'avait pas envie de se syndiquer et qui, par un processus hautement discutable, s'est retrouvée à être syndiquée avec le résultat final que le magasin a fermé. Tout simplement», a avancé Éric Caire. Un vote secret avait eu lieu et n'avait pas permis d'obtenir une majorité appuyant la syndicalisation. Ce vote fut suivi par la signature de cartes d'accréditation par une majorité de travailleurs. Ils ont été syndiqués «un peu de force» et se sont retrouvés sans emploi, «victimes de la guerre syndicaliste qui veut aller chercher un marché plus large», affirme le candidat.

S'inspirant de l'Institut Fraser, Éric Caire établit un lien entre les lois «accommodantes» pour les syndicats au Québec, d'où découle le taux de syndicalisation le plus élevé en Amérique du Nord, et la prospérité économique.

Qu'un affrontement avec les centrales syndicales nuise au climat social n'effraie pas Éric Caire. «Ce qui nuit au climat social, c'est l'attentisme, c'est le laisser-aller», estime-t-il, en déplorant le «manque de courage» de Jean Charest qui, dès son premier mandat, «a plié les genoux». Éric Caire se dit très à l'aise avec le fait qu'il soit

perçu comme le plus à droite des trois candidats, coiffant Christian Lévesque et Gilles Taillon à ce chapitre.

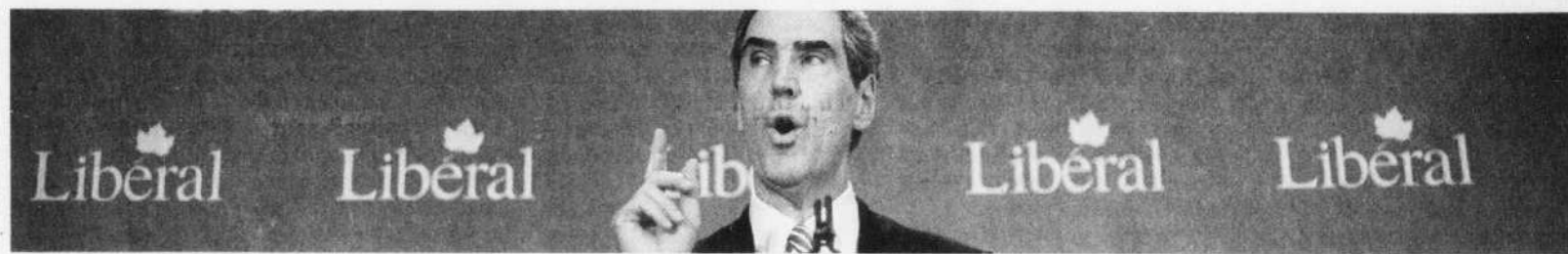
La réforme du Code du travail n'est qu'un des éléments de la plateforme économique d'Éric Caire. Le candidat propose d'abaisser l'impôt sur le revenu pour hausser la taxe de vente du Québec (TVQ) et les tarifs.

Les tarifs d'électricité seraient fixés au niveau du marché, ce qui signifie les doubler, voire les tripler. «Un peu comme le pétrole albertain», a-t-il comparé. Les plus démunis auraient toutefois droit à des mesures de compensation.

Éric Caire entend réduire les dépenses gouvernementales. Jugeant «très incomplètes» les évaluations de l'Institut de la statistique du Québec, il commandera de nouvelles évaluations de la rémunération des employés de l'État en tenant compte de la valeur réelle de tous les avantages auxquels ils ont droit. On devra «s'interroger» sur les pensions à prestations déterminées dont jouissent les fonctionnaires, propose-t-il.

Enfin, un gouvernement dirigé par Éric Caire s'attaquera aux monopoles d'État en privatisant la Société des alcools du Québec (SAQ) et en permettant aux cotisants de la Caisse de dépôt et placement du Québec de confier une partie de leurs fonds à des gestionnaires privés.

Le Devoir



## Plus question de reculer, dit Ignatieff

Les libéraux axeront leur campagne électorale sur «l'économie de demain»

ALEC CASTONGUAY

Sudbury — Le Parti libéral du Canada souhaite que le débat d'une éventuelle campagne électorale porte sur «l'économie de demain», ce qui comprend l'environnement et la création d'emplois en région. Michael Ignatieff a affirmé hier qu'il s'agira du thème central de sa campagne.

Hier midi, à la fin du caucus libéral qui se déroulait depuis lundi à Sudbury, Michael Ignatieff a également annoncé qu'il remettrait à plus tard son voyage de quatre jours en Chine, pendant la semaine prochaine. Le chef libéral a soutenu que la Chine et l'Inde sont des pays importants pour le Canada, mais que la situation politique le force à rester au pays. «Il va y avoir des décisions politiques à prendre d'ici une semaine», a-t-il dit. Harper, Duceppe et Layton ont des cartes à jouer. C'est plus responsable de rester ici.

Michael Ignatieff a répété que sa décision de s'opposer au gouvernement était irrévocable. «Tout est une question de confiance. On peut travailler avec un gouvernement qui parle le même langage que nous et qui a des objectifs similaires. Mais ce n'est pas le cas. On ne peut plus avoir confiance en ce gouvernement», a-t-il dit en point de presse, laissant le soin au NPD et au Bloc québécois de sauver le gouvernement s'ils le désirent (voir autre texte).

L'économie et l'emploi occuperont une grande place dans la plateforme électorale du Parti libéral du Canada (PLC), a déclaré Michael Ignatieff. «La question de cette élection sera: "Qui est le mieux placé pour diriger le pays vers l'économie de demain?" Voilà l'enjeu central», a-t-il dit.

Selon lui, la concurrence des pays émergents, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, contraint l'économie canadienne à se restructurer, notamment dans le secteur manufacturier. Des transformations qui vont se poursuivre après la récession, dit le chef libéral. «Quand on va dans les Maritimes et qu'on

parle à un pêcheur qui doit vendre son poisson à Macao, en Chine, pour faire de l'argent, on comprend que les choses changent. Il faut un gouvernement prêt à construire l'économie du futur. Il faut du leadership, et je pense qu'on peut faire mieux que ce gouvernement conservateur.»

Michael Ignatieff ajoute que le plan de relance économique du gouvernement n'a rien fait pour «améliorer la productivité des entreprises et rendre l'économie canadienne plus compétitive». «Je veux donner de l'espoir à toutes les régions du pays. Je veux que les gens trouvent des emplois et puissent rester implantés dans leur région», a-t-il dit.

Le chef libéral a également promis d'éliminer le déficit fédéral de 50 milliards de dollars sans hausser les taxes ou les impôts. «On a hérité d'un déficit de 42 milliards du gouvernement Mulroney en 1993. On l'a éliminé sans toucher aux impôts. On fera la même chose», a-t-il lancé, sans expliquer comment il s'y prendra. «Vous allez voir», a-t-il simplement lancé, avant de mettre fin au point de presse.

Le chef libéral a aussi légèrement ouvert son jeu en matière de changements climatiques. Refusant d'en dire trop avant le dévoilement de sa plateforme électorale, M. Ignatieff a néanmoins soutenu que le Canada devait mettre en place, en collaboration avec les États-Unis, un système continental d'échange de crédits de gaz à effet de serre, communément appelé Bourse du carbone. Il a également soutenu que le Canada devait s'imposer des cibles «absolues» de réduction des gaz à effet de serre, et non pas des cibles «d'intensité», comme le proposent les conservateurs.

«On va avoir une plateforme électorale forte en matière d'environnement, a dit le chef libéral. Il faut arrêter de suivre les États-Unis. Il faut mettre en place notre propre plan environnemental et être actifs sur la scène internationale.»

Le Devoir

## À société distincte, publicité distincte

Les députés et sénateurs libéraux ont pu visionner hier les publicités qui seront lancées après le 8 septembre, comme le révélait *Le Devoir* mardi. Les élus en ont vu des extraits, puisque le montage des publicités n'est pas complet encore.

La campagne en français sera légèrement diffé-

rente de celle en anglais, dit-on. Au Québec, les publicités vont être plus dures envers le gouvernement Harper. Le PLC s'attaque notamment au bilan du gouvernement en matière d'économie. Au Canada anglais, le bilan du gouvernement est aussi dans la mire du PLC, mais le ton est plus positif

vers la fin des publicités. Le parti tente de projeter l'image d'un Michael Ignatieff homme d'État, prêt à devenir premier ministre.

A.C.  
Le Devoir

## Le gouvernement Charest se jette dans la mêlée

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Le gouvernement Charest veut profiter à fond de la campagne électorale fédérale quasi certaine, cet automne, pour se montrer revendicateur auprès d'Ottawa sur plusieurs plans. Mais les résultats de ses demandes en 14 points, lors de la campagne fédérale de 2008, n'ont pas été nombreux.

Cette année, c'est Claude Bécharde qui a sonné la charge, en avant-midi hier, s'arrêtant longuement pour parler aux journalistes qui faisaient le pied de grue à l'entrée du conseil des ministres.

Le nouveau ministre des Affaires intergouverne-

mentales a revendiqué de la part des partis fédéraux, et principalement du Parti conservateur, un «fédéralisme de crédibilité». «Avant de promettre quoi que ce soit en campagne électorale, il y a peut-être un certain nombre de gestes à poser [...] pour donner de la crédibilité à leurs promesses qu'ils vont faire en campagne électorale», a-t-il soutenu. M. Bécharde croit que le gouvernement Harper pourrait régler des «dossiers qui sont prêts, qui sont assez avancés». Il a donné l'exemple de l'harmonisation de la TPS et de la TVQ et la cession des terrains devant le parlement de Québec. L'harmonisation des deux taxes de vente représente une revendication de 2,6 milliards du gouvernement du Québec à Ottawa. «Ça

fait longtemps qu'on en parle; eh bien, qu'on le règle donc avant [la campagne] au lieu de nous le promettre» pendant la campagne.

Tout indique que le gouvernement Charest, qui avait marqué plusieurs points dans les sondages pendant la campagne fédérale de 2008 en se montrant revendicateur, compte reprendre la même stratégie. Au bureau du premier ministre, hier, on a toutefois prétendu attendre que les élections soient effectivement déclenchées avant de préciser sous quelle forme le gouvernement «défendrait les intérêts du Québec».

Le Devoir

## ACTUALITÉS

## Un bistouri robotisé pour dompter les tumeurs

Le CHUM se dote du premier système de radiochirurgie automatisée au Canada

LOUISE-MAUDE  
RIOUX SOUCY

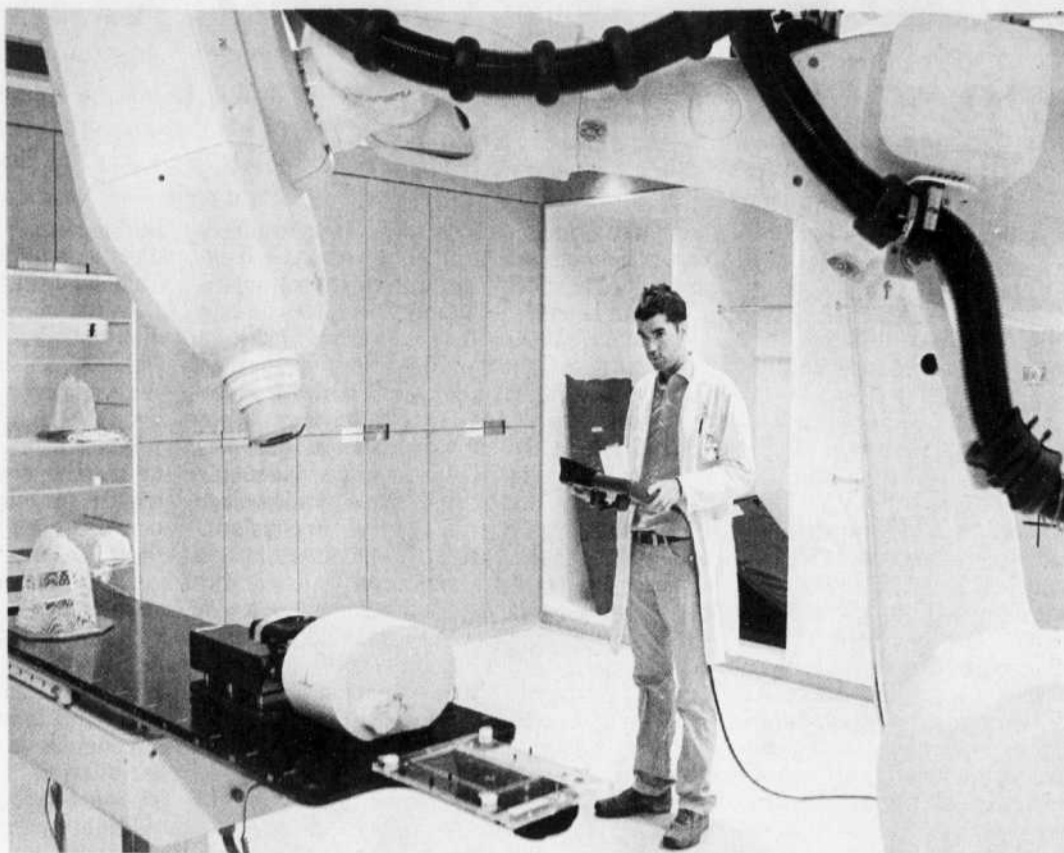
Chaque tumeur est unique, mais certaines sont plus complexes que d'autres, voire carrément inopérables. Pour celles-là, le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) s'est doté d'une technologie de la dernière chance qui risque de faire l'envie de plusieurs. Baptisé CyberKnife, ce bistouri robotisé est en effet le premier appareil du genre à faire son entrée dans les hôpitaux canadiens.

Qu'on ne s'y trompe pas, malgré son nom, ce système dernier cri n'implique aucune incision. Il est donc sans douleur et non invasif. Il permet plutôt d'administrer de hautes doses de rayonnement pour mieux cibler la tumeur. Mais, contrairement aux accélérateurs linéaires de particules traditionnels, il est aussi doté d'un robot qui le rend remarquablement mobile et précis.

Le robot, qui atteint une précision de l'ordre du sous-millimètre, permet en effet de « multiplier les portes d'entrée vers la tumeur », explique la radio-oncologue Édith Filion. Il est également le seul appareil du genre à se plier à la respiration du patient de manière à pouvoir suivre le mouvement de la tumeur. Ces qualités réunies permettent au radiochirurgien de « peindre la tumeur sans toucher aux tissus sains adjacents », poursuit la D<sup>e</sup> Filion.

## Expérience heureuse

Comme il permet aussi de canaliser de fortes doses de radiation, les traitements sont généralement moins nombreux. Cette perspective a convaincu Suzanne Laforce de tenter le



Dominic Béliveau-Nadeau, physicien, manipule le CyberKnife.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

coup. Le 24 juin, on lui retirait une métastase au cerveau. Le mois suivant, elle passait sous le Cyberknife en raison de la complexité de sa condition. « Je savais que les taux de survie sont aussi favorables [qu'avec la technologie traditionnelle] », mais ce qui a fait pencher la balance, « c'est la précision de l'appareil et la courte durée de traitement », raconte celle qui se dit ravie de son expérience.

À terme, le CHUM pense pouvoir traiter de 400 à 500 patients par année avec sa nouvelle acquisition. Ce dernier vient compléter une flotte qui compte

déjà 11 accélérateurs linéaires traditionnels. Ledit appareil provient de la Californie, où il est vendu au coût de quatre à cinq millions. Toutefois, « le CHUM a pu acquérir l'appareil à un prix avantageux qui respectait son enveloppe budgétaire [soit au prix d'un appareil traditionnel] », a précisé hier le chef du département de radio-oncologie, le D<sup>r</sup> Jean-Paul Bahary.

A court et à moyen terme, les appareils traditionnels resteront la norme puisqu'ils peuvent couvrir une surface beaucoup plus étendue. Le Cyberknife sera réservé à des cas com-

plexes qui devront faire l'objet d'une référence. Dans sa mire, on retrouvera des tumeurs intracrâniennes, des tumeurs de la colonne, certains types de cancers pulmonaires, urologiques, gastro-intestinaux, otorhinolaryngologiques ainsi que des projets de recherche.

Notons que cette technologie entre au Canada non sans avoir fait l'objet d'une pratique soutenue dans le monde. Depuis son introduction en 2001, 150 appareils ont été installés aux États-Unis, en Europe et au Japon.

Le Devoir

## H1N1: les vaccins seront livrés en novembre, pas avant

Les médecins croisent les doigts en espérant que le virus ne fasse pas une apparition trop hâtive

Le virus A(H1N1) est presque disparu du territoire québécois. Mais le retour du froid déclenchera inévitablement une deuxième vague de grippe. Et comme l'immunité naturelle des Québécois « est plus faible qu'avec les virus saisonniers, il faut se préparer à une arrivée plus hâtive qu'à l'habitude », prévient le directeur national de la santé publique.

LOUISE-MAUDE  
RIOUX SOUCY

Hâtif ou pas, le virus HA(H1N1) n'aura pas à se mesurer à un vaccin avant l'Halloween, au mieux. La ministre fédérale de la Santé, Leona Aglukkaq a en effet réitéré hier son intention de livrer les vaccins en novembre en dépit des voix qui réclament une vaccination plus hâtive pour les personnes à risque. Un mouvement dont le *Journal de l'Association médicale canadienne* s'est fait le porte-voix cette semaine.

La ministre Aglukkaq a défendu la décision du Canada de recourir à un vaccin avec adjuvant, qui nécessite une mise au

point plus longue, afin de se conformer aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ce faisant, les Canadiens n'attendront pas plus longtemps que les autres, a-t-elle promis.

À Québec, le directeur de la santé publique n'a pas voulu commenter ce délai, précisant simplement qu'il est dicté par le développement normal d'un vaccin qui nécessite six mois de travail. Il a toutefois convenu que le virus pourrait arriver trop tôt, ce qui compliquerait la tâche du personnel médical. « Ce scénario s'apparente à ce qu'on a vécu au printemps en termes d'hospitalisations et de complications, mais avec un volume hivernal beaucoup plus important », a résumé le D<sup>r</sup> Alain Poirier, qui assure

que le Québec est prêt à cette éventualité.

Les autorités médicales se croisent donc les doigts et espèrent que le virus suivra la trajectoire habituelle. Les ministres de la Santé ont rendez-vous les 17 et 18 septembre prochains pour déterminer la séquence de vaccination. C'est à ce moment que la liste des personnes à vacciner en priorité sera arrêtée. Les femmes enceintes et les travailleurs de la santé feront vraisemblablement partie de ce groupe.

Le D<sup>r</sup> Poirier a profité de cette mise au point pour rappeler aux femmes enceintes l'existence du programme Pour une maternité sans danger, qui permet de réaffecter les femmes enceintes à d'autres tâches ou encore de les retirer de manière préventive si leur santé est mise en danger par leur environnement de travail.

De façon générale, les femmes enceintes ayant contracté le A(H1N1) ont été hospitalisées plus souvent que les femmes du même âge, ce qui amène Québec à jouer de prudence. Sans réclamer leur retrait des milieux de travail, le D<sup>r</sup> Poirier les invite à consulter leur médecin pour juger du risque que présente leur emploi et à s'inscrire au programme si nécessaire.

Au final, la vaccination sera offerte à tous, mais « sur une base volontaire » seulement, a enfin insisté le D<sup>r</sup> Poirier. Un mois devrait suffire pour que toute la population reçoive une première dose. Une deuxième dose pourrait toutefois être nécessaire et distribuée dans les semaines suivantes.

L'OMS a par ailleurs révélé hier le prix d'une dose de vaccin contre la grippe (A)H1N1. Il variera entre 2,50 \$ et 20 \$ en fonction de la richesse du pays acquéreur. Québec s'attend à devoir payer 8 \$ la dose. Soixante pour cent de cette somme seront assumés par Ottawa.

Le Devoir

## EN BREF

## Paillé n'est pas le bienvenu dans Hochelaga

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, n'usera pas du pouvoir que lui confèrent les règlements du parti pour parachuter un candidat vedette, tel l'économiste Daniel Paillé, dans la circonscription de Hochelaga. C'est l'assurance qu'a donnée, hier, son cabinet. Il y aura donc une investiture en bonne et due forme pour désigner le futur candidat du Bloc québécois dans la circonscription que quittera Réal Ménard à la mi-septembre. Le député sortant a déjà jeté son dévolu sur son attaché politique depuis cinq ans, Be-

noît Demuy. La possibilité de la candidature de l'ancien ministre péquiste Daniel Paillé a suscité l'opposition de la direction de la circonscription. « Je ne pense pas que sa place soit dans Hochelaga », juge le président de l'exécutif, Maxime Bellerose. « Si on se fie à son profil de carrière, ce n'est pas quelqu'un qui se situe du côté de la gauche. » — *Le Devoir*

## Chalk River: reprise du service en 2010

Chalk River, Ontario — Un bilan d'Énergie atomique du Canada limitée (EACL) rendu public en début de soirée, hier, laisse planer la possibilité que le réacteur

nucléaire de Chalk River soit remis en activité au cours du premier trimestre de 2010. À la lumière des données recueillies jusqu'à présent, EACL demeure persuadée que les réparations nécessaires du caisson du réacteur NRU peuvent être faites et que le réacteur NRU sera remis en service. EACL fournira des renseignements plus précis sur la date de remise en activité lorsque d'autres données auront été recueillies.

— *La Presse canadienne*

## Archambault est coupable

L'avocat montréalais bien connu

Claude F. Archambault a été trouvé coupable d'infractions par le conseil de discipline du Barreau du Québec, qui pourrait donc décider de le dépouiller de son droit de pratique. Dans le jugement rendu hier, l'organisme affirme que l'avocat s'est approprié des sommes d'argent et qu'il a contrevenu au Règlement sur la comptabilité et les comptes en fidéicommissés des avocats en faisant défaut de déposer des sommes remises par ses clients dans son compte en fidéicommissés. Le dossier reviendra devant le conseil de discipline afin de déterminer la sanction qui sera imposée à Claude F. Archambault, qui est passible d'une peine allant de la réprimande à la révocation. — *La Presse canadienne*

3 EXPOSITIONS

TOUCHANTES ET ÉMOUVANTES

## WORLD PRESS PHOTO 09

AINSI QUE ANTHROPOGRAPHIA  
ET LA FOIRE DE L'IMAGE

4 septembre au 4 octobre

MUSÉE JUSTE POUR RIRE • 2111 boul. St-Laurent

Info/billets: 514-845-2322

http://www.hahaha.com/worldpressphoto

TNT Canon musée

# LE MONDE

## L'Abkhazie menace de détruire des navires géorgiens

Des ONG russes disent que le Caucase russe est en proie à une guerre civile

Moscou — Le dirigeant de l'Abkhazie, Sergueï Bagapch, a menacé hier de détruire tout navire géorgien qui pénétrerait dans les «eaux territoriales» de la région géorgienne sécessionniste, en raison des «actes de piraterie» géorgiens.

La tension entre la Géorgie et l'Abkhazie s'est fortement ac-

«La marine d'Abkhazie n'existe pas. Il n'y a pas non plus d'eaux territoriales abkhazes, car ces eaux appartiennent à la Géorgie. Si une attaque vise des navires géorgiens, la Russie en sera responsable et non le gouvernement séparatiste», a dit le porte-parole du ministère, Chota Outiachvili.

Le chef des gardes-frontières russes, le général Evguéni Intchine, a assuré vendredi dernier que ses forces garantiraient la sécurité des navires marchands pénétrant dans les eaux abkhazes, mais n'a pas précisé comment.

### Une guerre civile

Les principales ONG russes de défense des droits de la personne ont déclaré hier que le Caucase russe, marqué par un fort regain de la guérilla islamiste et des exactions des forces de l'ordre organisées en «escadrons de la mort», est plongé dans une «guerre civile».

Selon ces organisations, des «escadrons de la mort» sont responsables en Tchétchénie de 79 enlèvements durant les six premiers mois de 2009, contre un total de 42 l'année précédente. Au Daguestan, république frontalière, 25 enlèvements ont eu lieu entre janvier et août, et 12 des personnes kidnappées ont été retrouvées mortes.

«Les forces de l'ordre échappent à tout contrôle», s'est emporté Alexandre Tcherkassov de Memorial. «Les clandestins existent et agissent, mais la politique antiterroriste existante nourrit le terrorisme.» Les responsables d'ONG expliquent que les jeunes Caucasiens sont désormais traités par les autorités comme un «groupe à risque». Visés par la police et les services spéciaux, ils sont les premières victimes des exactions, facilitant ainsi le recrutement des rebelles.

Agence France-Presse et Reuters

«La marine d'Abkhazie n'existe pas. Il n'y a pas non plus d'eaux territoriales abkhazes, car ces eaux appartiennent à la Géorgie.»

crue ces dernières semaines en mer Noire, Tbilissi cherchant à imposer un embargo économique et commercial à la région sécessionniste qui a proclamé son indépendance à la suite de la guerre russo-géorgienne d'août 2008.

La Géorgie a annoncé avoir arraisonné depuis le début de l'année quatre navires qui allaient livrer des marchandises à l'Abkhazie, dont deux à quelques jours d'intervalle à la fin du mois dernier.

Bagapch a précisé que les bâtiments de guerre russe qui protègent l'Abkhazie ne participent à aucune opération contre des navires géorgiens.

Le chef de la diplomatie géorgienne, Grigol Vachadze, a réagi en affirmant que Bagapch n'était qu'un «criminel dont la place est dans une prison géorgienne».

### Sanctions géorgiennes

La Géorgie a interdit toute activité économique et commerciale avec l'Abkhazie ainsi qu'avec l'autre région sécessionniste géorgienne, l'Ossétie du Sud, après le conflit qui l'a opposée à la Russie.

Le ministère de l'Intérieur géorgien a indiqué que Tbilissi tiendrait la Russie, qui contrôle les frontières de l'Abkhazie et sa côte en vertu d'un accord régional, pour responsable de toute attaque menée contre ses navires.

## Les sous-traitants du Pentagone

### Une armée de civils

CLAUDE LÉVESQUE

Le Pentagone compte plus de sous-traitants que de militaires en uniforme en Afghanistan, et presque autant en Irak.

Plus précisément, un rapport des Services de recherche du Congrès, publié hier par la Fédération des scientifiques américains (FAS), révèle qu'en mars, le nombre de «contractuels» se chiffrait à 68 197 en Afghanistan, où ils constituaient 57 % de la main d'œuvre employée par le département américain de la Défense.

Le proportion a peut-être diminué quelque peu depuis le printemps puisque des renforts de troupes ont été envoyés en Afghanistan, mais il est presque certain que les sous-traitants y sont encore majoritaires.

En Irak, qui demeure le principal théâtre d'opérations de l'armée américaine, le document du Congrès dénombreait un peu plus de soldats en uniforme, soit 141 300, que de contractuels (132 000).

En Afghanistan, les trois

quarts des sous-traitants sont des citoyens du pays alors qu'en Irak, c'est seulement le quart qui sont des Irakiens.

Dans les deux pays, la majorité des sous-traitants s'occupent de diverses tâches telles que traduction, transport, lessive ou cuisine, et ne sont pas considérés comme des mercenaires comme on pourrait le penser. Les Services de recherche du Congrès n'en croient pas moins que «des abus et des crimes commis par des sous-traitants armés peuvent avoir nui aux efforts consentis par les États-Unis en Irak et en Afghanistan».

La Défense n'est pas le seul ministère américain à recourir à la sous-traitance. Ces jours-ci, ce sont les quelque 450 agents de sécurité de la société Armor-Group, chargés par le département d'État de défendre l'ambassade des États-Unis à Kaboul, qui sont sur la sellette: on les accuse de toutes sortes de débauches, surtout celles qui ont un caractère sexuel ou éthylique.

Le Devoir

## La Grèce aux urnes

Athènes — Le premier ministre grec, Costas Karamanlis, a convoqué hier des élections législatives anticipées dont la date a été fixée au 4 octobre.

Éclaboussé par des scandales, critiqué pour sa gestion des incendies, le gouvernement conservateur dirigé par le parti de la Nouvelle Démocratie est

devancé d'environ six points par l'opposition socialiste (Pasok) dans les sondages.

Mais les socialistes, eux-mêmes plombés par une série de scandales pendant leurs décennies à la tête du gouvernement, pourraient ne pas réunir assez de voix pour former seuls un gouvernement. — Reuters

## Les talibans s'en prennent aux services secrets afghans

Le numéro 2 de la NDS est tué lors d'un attentat suicide

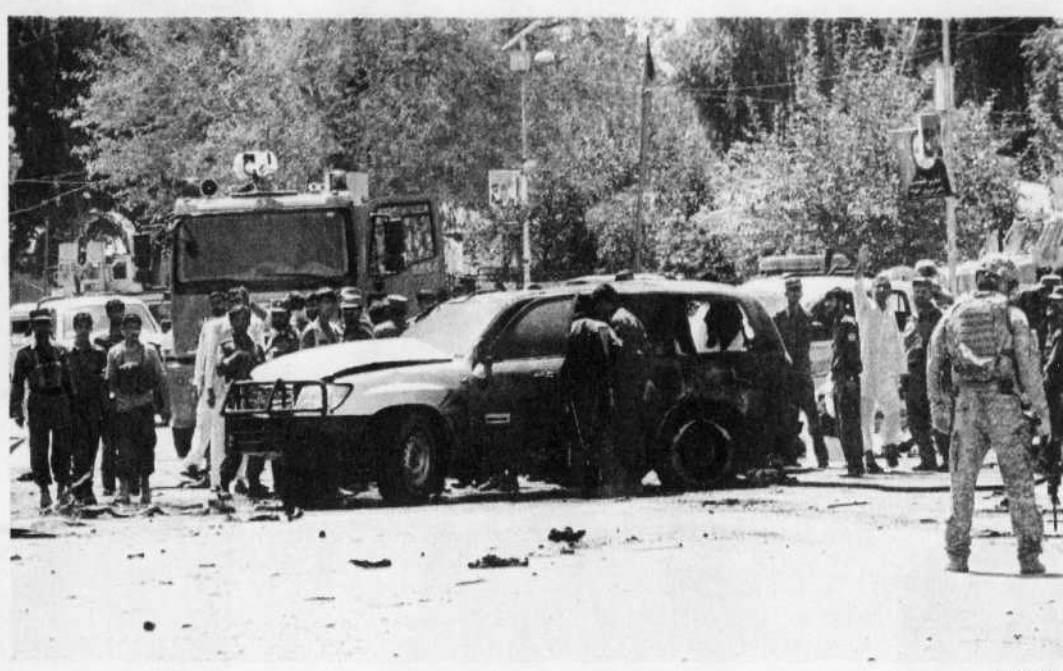
Les talibans ont tué hier le numéro 2 des services secrets dans un attentat suicide qui a fait au moins 24 morts en Afghanistan, une attaque particulièrement meurtrière alors que le pays attend toujours les résultats de l'élection présidentielle.

Dans la matinée, un kamikaze a déclenché sa ceinture d'explosifs devant une mosquée de Mehtar Lam, la capitale du Laghman, une province de l'est, où venait de se tenir «une réunion consacrée à la lutte contre le trafic de drogue et l'insécurité», a expliqué le porte-parole des autorités provinciales, Sayed Ahmad Safai.

Le gouverneur de la province de Laghman, Luftullah Mashal, qui a lui-même échappé à l'attentat, a déclaré que le kamikaze s'était fait exploser alors qu'un groupe de responsables montraient à bord de leurs voitures devant la mosquée de la capitale provinciale, Mehtar Lam.

Il a précisé que, outre Abdullah Laghmani, deux responsables de la province figureraient au nombre des victimes. Il s'agit de Amadudin Abdulrahimzaï, le chef du conseil provincial (le parlement local), du directeur général du gouvernorat provincial et d'un représentant local des Affaires religieuses. Le vice-directeur de la Direction nationale de la sécurité (NDS) est l'un des plus hauts responsables du gouvernement du président Hamid Karzaï à périr dans un attentat.

L'attentat a été revendiqué par un porte-parole des talibans



Vingt-trois personnes ont été tuées dans l'attentat de Mehtar Lam, en Afghanistan.

qui a assuré que la cible était Abdullah Laghmani, le chef adjoint de la Direction nationale de la sécurité (NDS).

### Karzaï en tête

Le chef de l'État sortant Hamid Karzaï restait hier en tête de l'élection présidentielle en Afghanistan, suivi par son principal adversaire Abdullah Abdullah, selon de nouveaux résultats partiels portant sur un peu plus de 60 % des bureaux de vote. M. Karzaï, donné favori du scrutin, rassemblait 47,3 % des suffrages déclarés valides, contre 32,6 % pour l'ancien ministre des Af-

fares étrangères Abdullah Abdullah.

Ces chiffres, annoncés au compte-gouttes depuis le 25 août par la Commission électorale indépendante (IEC), portent que sur 60,34 % des bureaux de vote répartis dans tout le pays, soit un peu plus de 3,8 bulletins dépouillés. Les prochains résultats sont attendus samedi. La Commission n'a pas voulu préciser s'ils porteront déjà, ou non, sur la totalité des bureaux de vote.

À Paris, les puissances impliquées en Afghanistan se sont engagées hier à ne pas s'ingérer dans le processus électoral dans

ce pays, malgré les nombreuses accusations de fraudes, et ont réaffirmé leur engagement à sécuriser la région. Les États-Unis ont souligné ne pas avoir de préférence sur l'organisation d'un second tour ou une victoire dès le premier tour, et assuré ne soutenir aucun candidat.

La réunion des 27 pays et organisations avait pour objectif de définir le futur cadre de l'action internationale après l'annonce des résultats de l'élection, attendus le 17 septembre.

Agence France-Presse et Reuters

## AFRIQUE

### Le risque de contagion dynastique

THOMAS HOFNUNG

Premier, deuxième ou troisième? Le résultat d'Ali Bongo, le fils de feu Omar, resté au pouvoir durant 41 ans à Libreville, a focalisé toutes les attentions lors de l'élection présidentielle au Gabon. S'il s'imposait — par les urnes ou par la force — dans cette ancienne colonie française, cet homme trapu et massif viendrait renforcer le camp des successions dynastiques sur le continent noir. S'il perdait — et acceptait sa défaite —, son échec donnerait, à l'inverse, un coup d'arrêt à un phénomène qui apparaît, à certains égards, comme la maladie infantile du multipartisme en Afrique.

Après les indépendances, acquises au début des années 60 dans l'ancien «pré carré» colonial français, nombre de pays ont connu soit une période d'instabilité chronique (comme au Niger) soit, au contraire, le long règne d'un seul homme (Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, Omar Bongo au Gabon ou Gnassingbé Eyadéma au Togo). Mais, après la chute du mur de Berlin, tous ont dû accepter, bon gré mal gré, l'instauration du multipartisme.

«Le problème de l'Afrique, c'est qu'elle a dû expérimenter des systèmes importés et que, parfois, la greffe n'a pas pris», analyse Jean-Paul Ngoupandé, ancien premier ministre de Centrafrique, faisant allusion à des pays où la compétition, matinée d'ethnicisme, a dégénéré en conflits sanglants, notamment en Afrique de l'Ouest. La fin du parti unique, quand elle se conjugue avec la



Au Gabon, le fils Bongo veut succéder à son père.

fin du long règne d'un dirigeant apparaît aussi comme un moment des plus périlleux. Le déclin du maréchal Mobutu au Congo-Zaïre a ainsi débouché sur des années de guerre.

### Le fils Kabila

C'est dans ce pays, rebaptisé République démocratique du Congo, que l'Afrique subsaharienne a expérimenté sa première succession dynastique. En 2001, le tombeur de Mobutu, Laurent-Désiré Kabila, est assassiné. Aussitôt, son fils Joseph, un illustre inconnu, est choisi pour assurer l'intérim. Une promotion validée par les urnes que bien plus tard, en 2006, avec la bénédiction d'une communauté internationale.

En 2005, le fils d'Eyadéma, Faure Gnassingbé, a été propulsé dans le sang à la tête du Togo par son clan, désireux de

préserver ses avantages acquis. Dans d'autres pays, comme en Libye ou au Sénégal, les dirigeants actuels ont mis sur orbite leurs rejetons. A Tripoli, Seïf el-Islam (37 ans) et Saadi (36 ans), tiennent la corde. A Dakar, malgré un échec retentissant lors des dernières municipales, Karim Wade s'est vu confier un superministère par son père de président.

Nommé à la Défense par son père en 1999, Ali Bongo a eu le temps de se préparer à prendre les rênes du pouvoir. Mais, note Jean-Paul Ngoupandé, «la longévité de son père, synonyme de stabilité, a créé un sentiment national fort, une vraie fierté d'être gabonais.» Paradoxalement, cette fierté pourrait se retourner contre son fils, les Gabonais refusant une dérive monarchique dans leur pays.

Libération

## IRAN

### Des ambassadeurs remplacés

Téhéran — Le gouvernement iranien a entrepris de remplacer une quarantaine d'ambassadeurs, dont certains avaient pris parti pour les «émeutiers» lors des troubles qui ont suivi la réélection controversée en juin du président Mahmoud Ahmadinejad, rapportait hier l'agence de presse Fars.

Commentant cette information, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a affirmé que le pays disposait de plus de 130 missions diplomatiques à l'étranger et qu'en renouveler une quarantaine à cette période de l'année relevait de la routine, rapportait la radio publique IRIB, sans faire mention d'ambassadeurs dont la loyauté serait mise en doute.

Fars, qui cite des sources informées, n'énumère pas les diplomates avisés que leur mission était arrivée à son terme, mais précise que «certaines de ces personnalités ont pris position officiellement durant les récentes émeutes en Iran en faveur des émeutiers».

«On suppose que les nouveaux ambassadeurs seront sélectionnés parmi des spécialistes engagés et loyaux envers les principes de Révolution», ajoute l'agence de presse officielle.

L'Iran avait annoncé une remaniement analogue du corps diplomatique en 2005 à la suite de l'élection initiale d'Ahmadinejad.

Reuters

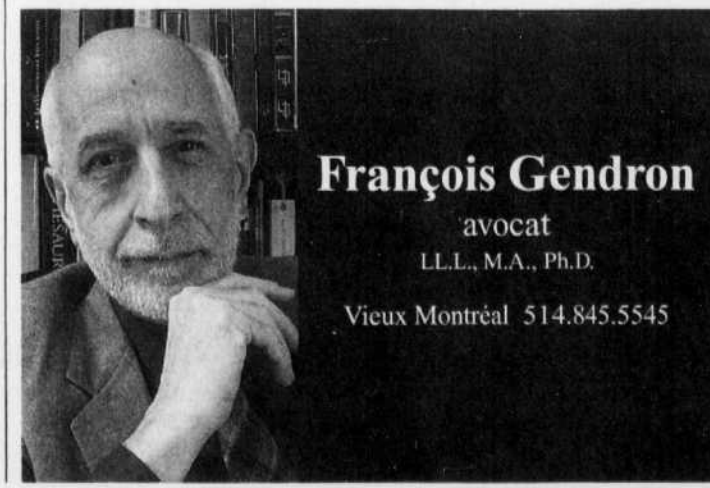
## Un ministre pakistanais blessé

Islamabad — Des inconnus ont blessé par balle le ministre pakistanais des Affaires religieuses, Hamid Saeed Kazmi, hier au cours d'un attentat à Islamabad, dans lequel son chauffeur a été tué.

Kazmi, adversaire affiché des talibans pakistanais, appartient à la confrérie des Barelvis, dont les membres, modérément adhérents au soufisme et vénèrent des saints et leurs sanctuaires. «Des individus armés ont criblé de

balles la voiture du ministre», a déclaré un policier. «M. Kazmi est blessé, mais dans un état stationnaire», a déclaré un médecin à l'hôpital des services gouvernementaux, à Islamabad.

L'armée pakistanaise a lancé en avril dernier une vaste offensive contre les talibans dans les vallées de Swat et Buner, situées non loin de la capitale. Elle est aux prises maintenant avec le principal bastion des talibans, le Sud-Waziristan. — Reuters



François Gendron

avocat

L.L.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

## ÉDITORIAL

## Éthique et culture religieuse

## Cherchez le préjudice

Un jugement rendu cette semaine à Drummondville confirme que le cours Éthique et culture religieuse ne cause apparemment aucun préjudice grave aux croyants catholiques qui souhaiteraient en être dispensés à l'école. Un préjudice? Quel préjudice?

**I**ls croyaient démontrer que le cours Éthique et culture religieuse ébranlait la foi de leurs enfants, vexant du coup leur liberté de conscience. La cour les a complètement déboutés, leur servant même en guise de revers suprême leur propre religion: l'Église catholique — la leur! — admet le «bien-fondé d'une présentation objective des autres religions».

Ces parents de Drummondville liés à la Coalition pour la liberté en éducation (CLE) ont tenté, sans succès, de prouver que le cours axé sur la culture causait un «préjudice grave» à leurs enfants, contrevenant aux deux chartes des droits, bafouant la Loi sur l'instruction publique. Le juge Jean-Guy Dubois, implacable, les recala, trois fois plutôt qu'une.

Le verdict — le premier à tomber dans trois causes du genre et duquel les parents appelleraient peut-être — renverse leurs arguments, étalant du même souffle la faiblesse de leur démonstration. «Il n'est pas tout de dire avec sincérité qu'on est catholique pratiquant pour prétendre qu'une présentation globale de différentes religions puisse nuire à celle que l'on pratique», écrit le magistrat.

En somme, celui-ci n'a pas cru que le fait d'exposer un pratiquant de la foi catholique à diverses cultures et traditions religieuses suffisait à «perturber» les croyances propres des élèves. Il cite en outre de longs passages du témoignage de la mère, qui portait cette requête, ainsi que celui de son fils inscrit au secondaire. La mère: «Je ne suis pas d'accord [avec le fait] que [mon fils] ait à prendre d'autres contenus d'autres religions alors qu'il est à se construire lui-même, alors que c'est très mêlant.» Le fils:

«On a eu des examens sur toutes les autres religions, puis je n'étais pas bien là-dedans, là.»

La cour, soucieuse de comprendre en quoi le nouveau cours brimait concrètement la liberté de religion de la mère et du fils, n'a de toute évidence pas trouvé dans ces confessions faiblantes la preuve qu'elle cherchait. Mêlantes, les autres religions? Pas «bien là-dedans»? Il en fallait davantage.

Cet affrontement, mené avec constance (il faut le reconnaître) par un groupe de parents, paraît reposer sur la peur de l'autre, la menace prenant l'allure d'un fourre-tout religieux. Il s'assoit en réalité sur une profonde méconnaissance des finalités de ce cours, qui n'ambitionne aucunement de produire de jeunes prosélytes, mais vise plutôt la compréhension de plusieurs religions, inscrites dans notre culture et celle du monde.

Les parents déboutés ont été choqués du parti du juge Dubois, qui cite d'abondants passages de la déclaration d'un témoin expert présenté par les défenseurs, l'abbé Gilles Routhier, de l'Université Laval. Se référant aux enseignements du pape Jean-Paul II, celui-ci rappelle qu'il revient aux parents et à l'Église de faire l'éducation à la foi, pas à l'école; impitoyable, il pointe en outre l'ouverture du défunt pape à cet enseignement prodigué à l'école, dans la mesure où il est offert de manière objective. Le juge boucle ce cycle catholique en rappelant l'accueil de l'Assemblée des évêques catholiques du Québec fait au nouveau programme. Vlan!

On peut comprendre le dépit des parents catholiques, à qui l'on répond en faisant jouer les voix de l'Église. Cela ajoute à l'offense ressentie par le perdant. Même si la bataille n'est pas terminée et qu'elle connaîtra d'autres chapitres judiciaires, voilà un premier verdict qui donne le ton: le préjudice grave reste à démontrer.

*machouinard@ledevoir.com*

## Élections fédérales

## Appel du pied

**A** la fin août, évoquant la rencontre pré-sessionnelle qui allait se tenir entre Jack Layton et Stephen Harper, notre collègue Chantal Hébert avait titré sur son blogue: «Un sursis néo-démocrate pour le gouvernement Harper?» «Dans la semaine des quatre jeudis», avait répliqué un lecteur.

L'hypothèse semblait de fait hautement fantaisiste. Le déclenchement des élections dépendait strictement de l'ambivalence libérale; il était tenu pour acquis que les bloquistes ne saueraient pas un gouvernement conservateur, et que jamais, au grand jamais, le NPD n'appuierait M. Harper. On en avait pour preuve les dizaines de votes néo-démocrates contre les conservateurs aux Communes. Dans les moments qui ont suivi les propos préélectoraux du chef libéral Michael Ignatieff, mardi, c'était ce que des membres du NPD se sont empressés de rappeler.

Et puis, il y a eu le même après-midi cette petite phrase de Thomas Mulcair: la priorité du NPD avait toujours été de faire fonctionner le Parlement, et la porte était ouverte à un appui aux conservateurs «au cas par cas». Quelques moments de confusion plus tard, des collègues lui ont emboîté le pas: tout à coup, le NPD était prêt à des «arrangements».

Monsieur Layton mettra les pendules à l'heure ce midi. Mais il a déjà trop tardé: 48 heures sans écho du chef, sans savoir si ses députés parlent ou non en son nom, c'est assez pour entamer la crédibilité d'un parti.

Si l'opportunisme politique du NPD s'explique par sa faiblesse dans les sondages, elle ne se justifie pas. La cohérence est le principal atout de partis qui ne peuvent rêver du pouvoir. Or, il y a contradiction absolue entre la tentation de rapprochement du NPD avec le gouvernement Harper et les politiques sociales, environnementales, fiscales, et autres encore, de celui-ci.

Et quel cadeau pour Stephen Harper! Déjà, un ministre conservateur a rejeté, avec hauteur, toute éventualité d'entente avec le NPD: «Nous ne nous vendons pas au plus offrant», a dit Jason Kenney. Vlan! Dans les dents du NPD, supposé parti à principes. Et dans le cas contraire, ce serait encore M. Harper qui en retirerait des bénéfices. Il deviendrait dès lors l'homme de l'ouverture d'esprit, comme on l'a entendu quand il a choisi son ambassadeur aux États-Unis dans le camp néo-démocrate.

Le NPD ne peut pas non plus s'accrocher à l'expérience de 2005, quand il avait sauvé le gouvernement de Paul Martin en échange de concessions budgétaires de 4,6 milliards. Le talent de stratège de Jack Layton avait alors été largement salué. Mais à l'époque, c'était M. Martin qui craignait l'électorat et qui avait lancé un appel à l'aide.

Cette fois, c'est le NPD qui veut sauver ses circonscriptions, notamment celle d'Outremont, siège de monsieur Mulcair, unique représentant néo-démocrate du Québec aux Communes. Il n'y a pas d'autre raison à cet étonnant appel du pied vers les conservateurs, et c'est ce qu'on appelle de la bien petite politique.

*jboileau@ledevoir.com*

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

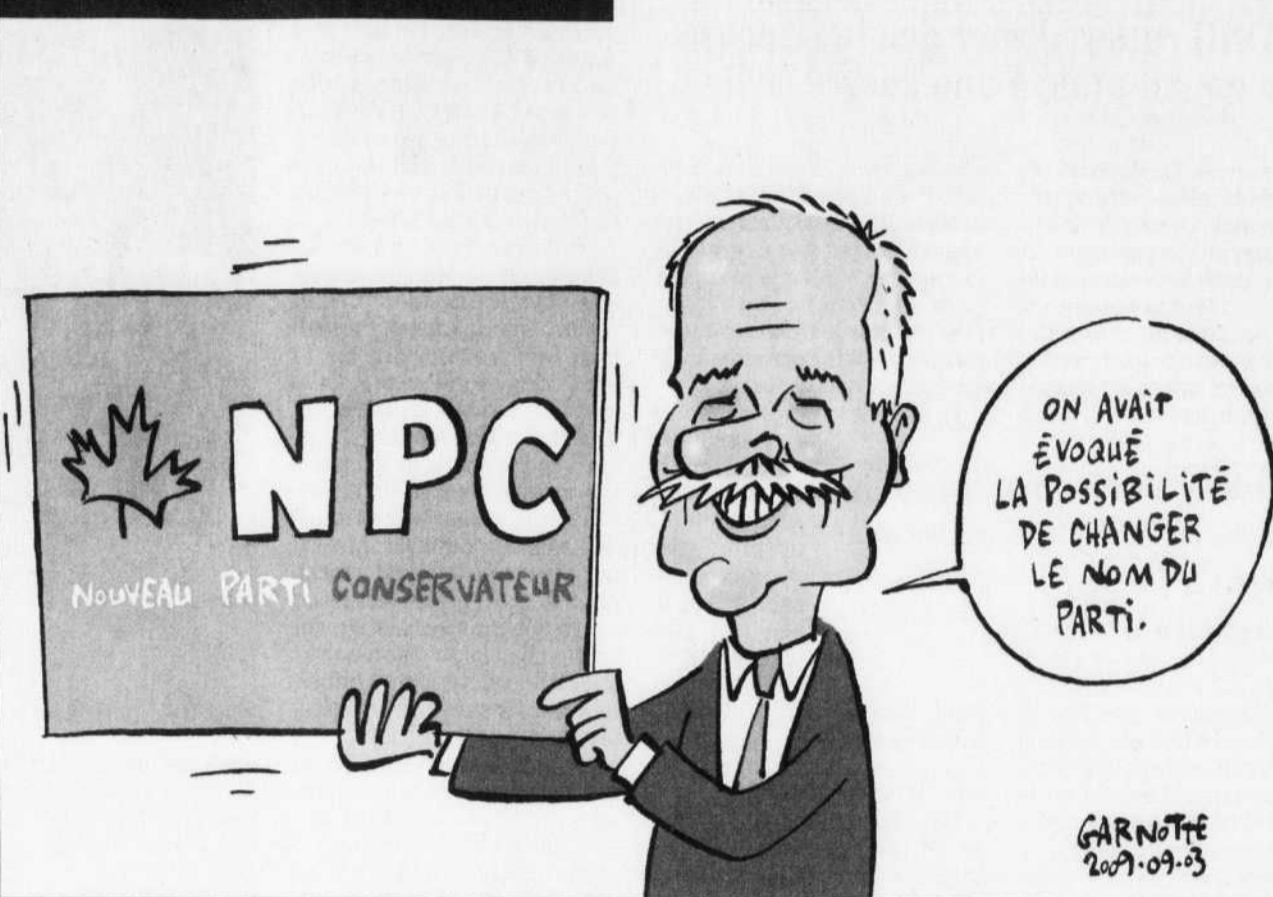
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND

## LE NPD APPUIERA-T-IL HARPER?



## LETTRES

## Comme un «café instantané»!

OK! Les dés semblent jetés: on va y aller, en élections. Elections qui sont devenues au Canada l'équivalent du café «instantané»: on a une bonne idée de quand on va mettre l'eau sur le feu, ce n'est jamais long entre deux tasses et on sait avec certitude ce qu'il va goûter. Les élections, c'est pareil.

Ainsi, sans surprise, on va se retrouver avec, peut-être, un gouvernement libéral, probablement un gouvernement conservateur et sûrement avec un gouvernement minoritaire. Ne dérangez pas vos cartes en cas d'erreur! Car aussi vrai que l'échéance dure deux semaines au Québec, on peut prévoir avec quasi certitude qu'au printemps 2011, quelque 18 mois après le scrutin de novembre 2009, on va, encore, retourner en élections.

Et le plus beau là-dedans, c'est que ça ne change absolument rien à la situation politique, économique et sociale du pays. Pire, en fin de compte, le citoyen en ressort toujours bredouille. Et encore plus cynique envers la classe politique. Ce dont les représentants se disent surpris... en préparant la prochaine élection!

Daniel Paquet

Québec, le 1<sup>er</sup> septembre 2009

## Les pétrodollars chinois de monsieur Harper

L'annonce d'un investissement de 1,7 milliard de PetroChina dans l'exploitation des sables bitumineux albertains démontre de manière éloquent que le gouvernement Harper se fout complètement des enjeux environnementaux. Il n'est guère difficile de comprendre les raisons qui poussent cette industrie basée en Alberta à appuyer le gouvernement Harper

depuis quelques années.

Le Parti conservateur de monsieur Harper peut bien faire le plein de pétrodollars, il n'en reste pas moins que cette attitude contraste avec celle du reste du monde industrialisé, qui est à la recherche de solutions éconergétiques et non de solutions polluantes comme l'exploitation des sables bitumineux par l'entreprise publique PetroChina. Le Canada va littéralement à contre-courant.

Par son entêtement, le gouvernement Harper livrera en pâture le pays aux industriels chinois qui se moquent complètement des conséquences environnementales. N'ayant plus une oreille aussi attentive de la part des Américains qui remettent en question l'utilisation du pétrole issue des sables bitumineux, le milieu industriel albertain se tourne dorénavant vers un pays énergivore comme la Chine, qui se moque complètement des enjeux environnementaux en investissant au Canada. La crédibilité du gouvernement Harper en matière d'environnement vient de voler en éclats!

Jean-Guy Gagné

Rimouski, le 1<sup>er</sup> septembre 2009

## Comment intéresser les gens à la politique?

Pour intéresser les gens à la politique, il faut surtout créer un rêve collectif. Proposons un grand débat collectif sur le Canada et le Québec que les générations de moins de 45 ans veulent pour l'avenir et nous aurons des surprises.

Il nous parlerons probablement de l'élimination des dettes collectives, d'environnement, de la transformation de l'armée en police de nos frontières (surtout celles du Nord), de diminution du fardeau fiscal et d'une réforme des institutions démocratiques du pays, voire de l'abolition du Sénat et du modèle canadien tel que

nous le connaissons actuellement. Aussi, ils nous parleront de la possible accessibilité à la souveraineté de chaque province canadienne regroupée, par la suite, autour d'un Conseil de la fédération avec une présidence par alternance. Les Canadiens rêvent d'un nouveau Canada.

Benoit Voyer

Montréal, le 1<sup>er</sup> septembre 2009

## SRC: des commentaires injustes et inexacts

Nous ne pouvons laisser sans réponse la lettre de Mme France Marcotte, publiée dans l'édition du 1<sup>er</sup> septembre, qui discrédite les femmes de l'information télévisée et de Radio-Canada en particulier. D'une part, il n'y a évidemment aucun lien entre la présence accrue des femmes aux nouvelles et le déclin des télévisions généralistes. Bien au contraire, la multiplication de l'offre rend plus que jamais nécessaire la présence de chefs d'antenne qui incarnent le professionnalisme et la rigueur caractérisant le service de l'information de Radio-Canada et qui lui permettent de se distinguer dans cet univers éclaté.

Céline Galipeau, Pascale Nadeau et Anne-Marie Dussault n'ont guère besoin de présentations. Elles possèdent des feuilles de route impressionnantes qu'il serait trop long d'évoquer ici. D'autre part, mettre en doute la crédibilité de ces journalistes chevronnées en leur reprochant «le soin qu'elles mettent à rester coquettes» relève du sexisme le plus primaire.

Si les femmes occupent plus de place dans l'information à la télévision, comme à RDI et à la Première Chaîne de la radio d'ailleurs, c'est en vertu de leurs compétences, un point c'est tout.

Guyline Bergeron

Directrice générale des communications,

Radio-Canada

Le 2 septembre 2009

## LIBRE OPINION

## L'enseignement privé n'a pas à être démocratisé

MAXIME SCHINCK

Étudiant au baccalauréat

en études politiques appliquées

**L**e 31 août dernier, *Le Devoir* publiait dans sa section Idées un texte d'opinion du professeur à la retraite Jean-Pierre Proulx intitulé «Démocratiser l'enseignement privé». L'auteur y affirmait qu'on devrait exiger des écoles privées subventionnées qu'elles accueillent des enfants en difficulté ou issus de familles défavorisées, à défaut de quoi on devrait leur retirer leurs subventions.

Avant toute chose, je tiens à souligner que je n'ai fréquenté que l'école publique au cours de ma jeune vie et que j'en ai gardé un excellent souvenir. Toutefois, je tiens à remettre en question les propositions émises par M. Proulx puisqu'elles ne feront que nuire au réseau public sans pour autant aider de façon notable le réseau public.

En somme, ce professeur retraité de l'Université de Montréal trouve injuste le fait que seuls les gens normaux puissent accéder à l'école privée, alors que l'école publique doit conserver tous les cas problématiques. N'est-ce pas justement parce que l'école privée est... privée? Un établisse-

ment public doit suivre des normes venant d'en haut et visant à défendre le bien commun. Une institution privée à l'inverse doit répondre de ses propres directives, qui sont rédigées dans l'intérêt de ses membres. Demander aux institutions scolaires privées de fonctionner comme les établissements publics, cela revient à tuer dans les faits les institutions privées et par le fait même la liberté de choix des parents.

L'une des raisons pour lesquelles les parents envoient leurs enfants à l'école privée est justement qu'ils souhaitent leur éviter d'être exposés à des enfants que l'on croit à tort ou à raison plus turbulents, comme les enfants ayant des troubles de l'apprentissage ou de comportement, ou qui sont issus de milieux défavorisés. Ce phénomène de ségrégation choisie — et non subie — est encore plus marqué sur l'île de Montréal, qui compte de nombreux quartiers ethnoculturels.

Les parents craignent trois choses: ■ que les enfants que l'on juge indésirables monopolisent l'attention des enseignants, diminuant par le fait même la qualité de l'instruction et de l'encadrement fournis au reste de la classe;

■ que ces mêmes enfants dérangent directement les autres, nuisant à leur écoute et donc à leur apprentissage;

■ qu'ils en viennent à influencer négativement les autres enfants, au point où ces derniers refuseront aussi d'apprendre normalement.

À Montréal, les parents «de souche» craignent aussi l'environnement devenu trop pluriethnique et multiculturel des écoles publiques et envoient donc leurs enfants dans les écoles privées, jugées plus homogènes.

Que ces raisons soient fondées ou non importe peu; elles existent dans l'esprit des gens lorsque vient le temps de choisir une école pour leurs enfants. La réalité, c'est que bien des parents ont perdu confiance dans l'école publique, qui est en mutation constante — et c'est sans parler de la réforme...

Si on appliquait les propositions de M. Proulx, les parents perdraient une grande liberté de choix pour leurs enfants. Il ne resterait plus alors que l'école privée non subventionnée, qui n'est réservée qu'à une minorité bien fortunée. Les classes moyennes n'auraient plus alors qu'à protester en silence.

## IDÉES

## Toutes les universités méritent le soutien du gouvernement

ALLAN ROCK

Recteur et vice-chancelier de l'Université d'Ottawa

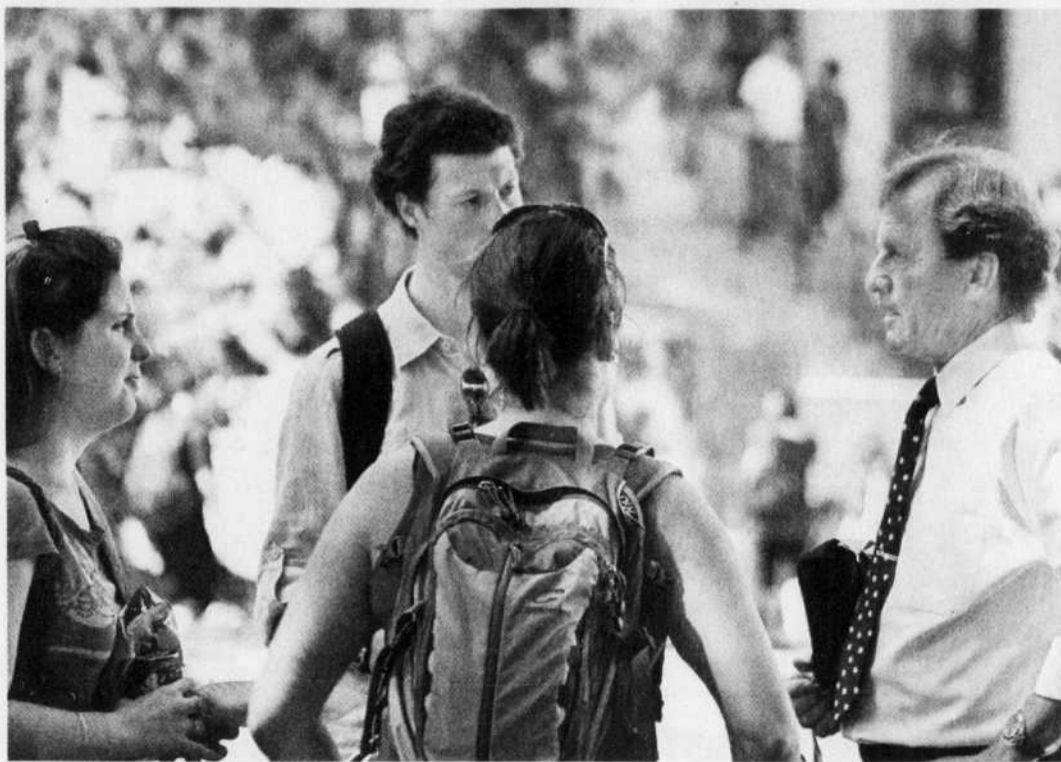
Cinq recteurs ont récemment déclenché un débat animé en suggérant que leurs établissements profitent d'un accès privilégié au financement de recherche public en tant que membres d'un groupe d'universités (le G5) qui se concentrerait sur la recherche et l'enseignement aux cycles supérieurs. Dans ce scénario, les autres universités canadiennes, dont l'Université d'Ottawa, formeraient un second groupe qui se spécialiserait dans l'enseignement au premier cycle.

Les universités du G5 (McGill, Montréal, Toronto, Alberta et Colombie-Britannique) se partagent déjà une grande partie des fonds publics disponibles. Leurs niveaux respectifs de financement par professeur les classent généralement parmi les cinq universités les plus actives en recherche au pays (même si l'Université de Montréal arrive à la sixième place du classement de 2007).

Il est évident que le Canada a besoin d'une stratégie nationale pour permettre à ses universités de recherche de remplir leur rôle vital en matière de découverte et d'innovation. En développant la connaissance, ces établissements stimulent la croissance économique, favorisent la prospérité, encouragent l'innovation, augmentent notre niveau de vie et protègent notre qualité de vie. De plus, leurs programmes d'études supérieures forment les professionnels qui aideront le Canada à se démarquer dans un monde très compétitif.

## Coûts indirects

Le G5 fait lui-même partie du G13, groupe qui comprend l'Université d'Ottawa et qui cherche notamment à obtenir, au nom de toutes les universités de recherche canadiennes, le financement complet des coûts de recherche indirects et l'accroissement des investissements dans les conseils subventionnaires. Le G13 est d'avis que le Canada devrait offrir des niveaux de financement de recherche comparables à ceux qu'on voit sur la scène mondiale, et que toutes les universités de recherche du pays devraient continuer à compétitionner entre elles pour les subventions octroyées selon le mérite des pro-



Allan Rock, recteur et vice-chancelier de l'Université d'Ottawa, en discussion avec des étudiants.

positions et l'évaluation par les pairs.

Mais serait-il judicieux de donner un statut particulier à une poignée d'universités, comme le suggère le G5, tout en fermant la porte à d'autres, qui mènent aussi des recherches de calibre mondial? Je crois que non, et ce, pour différentes raisons.

## Classement éphémère

Tout d'abord, il est difficile de déterminer qui devrait faire partie du G5 quand on sait que le classement des universités peut changer chaque année. Par exemple, entre 2006 et 2007, l'Université d'Ottawa est passée de la cinquième à la septième place au classement des 50 plus grandes universités canadiennes de recherche. Ce léger recul est dû au fait que nous avons embauché un grand nombre de professeurs pour répondre à l'augmentation rapide de notre population étudiante.

Notre position dans ce palmarès remontera au

fur et à mesure que ces nouveaux professeurs développeront leurs programmes de recherche. Mais voulons-nous vraiment fonder l'appartenance à un groupe privilégié, et donc l'accès à un financement accru, sur un classement éphémère? Nous pouvons sûrement trouver des bases plus solides pour appuyer une politique nationale en matière d'innovation.

## Innovation

En deuxième lieu, les universités du G5 séparent la recherche de l'enseignement dans leurs arguments. Elles voudraient mettre l'accent sur la recherche et les études supérieures, tandis que les autres universités se concentreraient sur l'enseignement au premier cycle. Cette idée ne tient pas compte du fait que les meilleurs professeurs se servent de leurs recherches pour enrichir et orienter l'enseignement au premier cycle.

De plus, nombre d'entre eux sollicitent la participation d'étudiants de premier cycle à leurs travaux, rehaussant du même coup l'expérience universitaire de ces étudiants. En définitive, l'enseignement et la recherche sont complémentaires et sont partie intégrante du travail professionnel; les deux activités sont essentielles au succès de la mission de nos universités.

En troisième lieu, la proposition des universités du G5 sous-estime les immenses contributions à l'innovation de nombreux campus exclus de leur cercle. En effet, la recherche canadienne présente une diversité souvent orientée par la géographie. Par exemple, alors que des scientifiques des régions côtières se spécialisent en biologie marine, d'autres se concentrent sur l'agriculture ou les céréales dans les Prairies. C'est d'ailleurs à ce type d'effort qu'on doit le canola, aujourd'hui l'une des plus importantes cultures commerciales en Amérique du Nord.

## Système de concours

De plus, des grappes de recherche situées dans certaines universités canadiennes ont accéléré l'exploration de domaines précis. Pensons aux technologies biomédicales à Winnipeg, aux sciences de la vie à Halifax, au cinéma et au multimédia à Montréal, aux politiques publiques à Ottawa et à l'économie environnementale à Saskatoon. Une stratégie d'innovation nationale devrait encourager cette diversité des sources de savoir, et non l'éliminer.

Je n'essaie pas de défendre une approche politique qui répartirait le financement également dans tout le pays sans tenir compte de la valeur des projets. Je crois en un système de concours qui récompense l'originalité et la qualité des idées. Et justement, le système actuel est fondé sur la concurrence; il octroie des subventions à des projets qui, de l'avis de juges spécialistes du domaine, se démarquent parmi les propositions reçues. En limitant le financement de recherche à une poignée d'universités, on diminuerait l'intensité de cette concurrence, et le Canada en souffrirait sûrement.

En résumé, un système universitaire à deux niveaux au Canada s'éloignerait des principes et des pratiques qui, en ce moment, soutiennent la diversité de nos forces en recherche sans brimer la quête de reconnaissance mondiale de l'élite. Le Canada devrait avoir comme priorité d'encourager et d'élargir notre participation à la course à l'innovation, et non de la restreindre.

## Des débats à lancer pour renouveler la social-démocratie

MICHEL DORÉ, MARILYSE LAPIERRE, BENOÎT LÉVESQUE ET YVES VAILLANCOURT

Chercheurs et professeurs

Dernier de deux textes

Au terme d'une vingtaine d'années qui ont vu l'échec du communisme et le déclin du néolibéralisme, une fenêtre s'est ouverte pour qu'une réflexion en profondeur soit menée sur les conditions du renouvellement de la pensée et de l'action sociales-démocrates au Québec.

Il faudra réfléchir à la composition de la base sociale sur laquelle cette social-démocratie renouvelée pourra se construire. De même, pour ne pas avoir suffisamment pris en considération la question nationale québécoise, la social-démocratie n'y a jamais connu une pénétration notable.

## La base sociale

Au départ, une formation sociale-démocrate repose sur une base sociale large et disposée à soutenir des réformes progressistes. Quelle sera la composition d'une telle base dans nos sociétés diversifiées et fragmentées? Les partis sociaux-démocrates ont été plus ou moins partagés entre leurs relations avec les syndicats et leurs efforts pour s'arrimer aux nouveaux mouvements sociaux et aux classes moyennes salariées.

Font aujourd'hui partie du décor non seulement la diversité des communautés d'appartenance, mais aussi celle impulsée par les nouveaux arrivants et les nouvelles générations, à quoi s'ajoute un vieillissement marqué de la population. La question du type de rapports que la social-démocratie doit ou peut entretenir avec les syndicats, les mouvements sociaux, dont le féminisme, et avec les groupes faiblement organisés est donc posée.

## Les valeurs

Les valeurs traditionnelles de la social-démocratie — l'égalité, l'attachement aux libertés, la solidarité et la démocratie — doivent continuer de l'inspirer. Mais pour correspondre aux sensibilités actuelles, elles ont besoin d'être renouvelées dans leur contenu et dans leur rapport aux autres valeurs.

Ainsi, il y a un équilibre à trouver entre les valeurs d'égalité et d'équité, d'autant qu'il faut désormais composer avec la reconnaissance

des différences. La pratique de la solidarité demeure l'ingrédient indispensable pour créer des liens sociaux, permettre le «vivre-ensemble» et relever de nouveaux défis en ce qui concerne la cohésion sociale. Or, de nouvelles valeurs sont apparues: qualité de vie, conciliation du travail et de la vie familiale, environnement, tolérance, créativité, convivialité, résolution pacifique des conflits, individualisme vu comme outil de réalisation personnelle.

Les valeurs sociales-démocrates peuvent-elles cohabiter et se mêler avec ces nouvelles valeurs? Et quelle place faut-il accorder à celles plutôt traditionnelles comme la sécurité, la tradition, la responsabilité et la compassion? Comment aussi tenir compte des valeurs libérales de liberté individuelle, de compétence, d'efficacité, d'esprit d'entreprise? Au moins deux grandes questions peuvent être retenues comme point de départ pour cette réflexion: comment renouveler les valeurs à la base de l'expérience sociale-démocrate et comment y intégrer les nouvelles valeurs qui soutiennent des aspirations légitimes?

## La société et le rôle de l'État

La crise actuelle appelle à réaliser un saut qualitatif comme dans les années 1930, avec l'État-providence, la reconnaissance des syndicats, la mise en place d'une économie mixte et la réduction des inégalités. Devant une telle urgence, il s'agit de mettre en place des mesures rapides pour soulager les victimes et de penser des réformes et un nouvel encadrement du capitalisme. La démocratie représentative traverse une crise grave, comme le révèle le niveau croissant d'abstention. Le cynisme ambiant et la dévalorisation de la fonction politique ne sont certes pas un signe de santé démocratique. Il faudrait donc faire une place plus grande à la démocratie participative. Il est urgent de poser, mais en des termes nouveaux, la question nationale dans son rapport au renouvellement de la social-démocratie.

## La régulation des conflits

Les compromis sociaux sont plus difficiles à obtenir. Ils s'imposent néanmoins puisque sans eux, l'État et la société seraient voués à des affrontements violents ou à des blocages. Le multipartisme fait entrer les différentes composantes de la société civile comme parties prenantes de la résolution de conflits et donc dans la construction de compromis institutionnalisés qui seraient le résultat de négociations. Comment en arriver

à de nouveaux compromis sociaux sans un renforcement de la démocratie délibérative, sans l'établissement d'un diagnostic sociétal largement partagé, sans la recherche d'une sorte de contrat social, sans le développement de la solidarité et d'engagements altruistes et sans l'accroissement des responsabilités individuelles et collectives?

Si l'État est seul à assumer la fonction de régulation de manière efficace avec son pouvoir de coercition, il ne peut plus, désormais, définir l'intérêt général de manière isolée. Le travail des autorités publiques devient ainsi plus important, plus exigeant et plus périlleux. Si l'intérêt général ne peut être imposé d'en haut par l'État seul, ne peut-il pas émerger à la manière d'une construction collective dans laquelle l'État travaillerait en collaboration avec les acteurs de la société civile et du monde du travail?

## Les mécanismes institutionnels

La théorie keynésienne a légitimé une certaine conciliation du social et de l'économie qui a favorisé l'existence d'un cercle vertueux où les dépenses sociales, la redistribution et les augmentations de salaire alimentaient la croissance et la création d'emplois. Cela est aujourd'hui remis en question.

La recherche, l'environnement social et culturel, l'éducation et le maintien de la cohésion sociale représentent désormais des investissements sociaux générateurs de fortes retombées économiques. Les politiques sociales visent à réparer les dégâts du passé, mais surtout à préparer les citoyens aux défis de demain. Les organisations patronales et syndicales peuvent nouer de nouveaux rapports, adopter de nouvelles formes d'organisation du travail, assumer la prise en charge collective des questions de productivité et de qualité des biens et services.

Un compromis social impliquant une grande diversité d'acteurs à travers une démocratie et une économie plurielles devient alors nécessaire. Ce modèle repose non seulement sur les entreprises privées et les entreprises publiques, mais aussi sur des entreprises et des organisations relevant de l'économie sociale et, plus largement, de la société civile.

Notre proposition met en avant des mesures et des politiques qui permettraient à une formation sociale-démocrate, ou à des groupes s'inspirant de cette pensée, d'enclencher des changements en direction d'une social-démocratie renouvelée. Pensons à la question de l'emploi et de l'employa-

bilité, aux services collectifs de type universel et à la manière dont ils pourraient tenir compte des différences de besoins, du partage de la richesse pour réduire les inégalités, des mécanismes institutionnels pour la régulation de l'économie de marché, d'un code du travail favorable à la syndicalisation, de la protection des consommateurs et de l'environnement, des dépenses publiques pour stimuler l'économie, du soutien de l'économie plurielle.

## Une autre mondialisation

Il serait difficile aujourd'hui de maintenir l'État-providence dans un seul pays. Il apparaît donc impératif d'établir des alliances avec les régimes politiques désireux de s'inscrire également dans des politiques relevant de la social-démocratie renouvelée, et cela, sans oublier les pays du Sud. Dans cette perspective, la social-démocratie renouvelée ne doit-elle pas s'inscrire dans une autre mondialisation, de manière à transformer celle qui s'est — ou qui nous a été — imposée jusqu'ici? Ne s'agirait-il pas d'être moins contre la mondialisation que d'être pour une autre mondialisation?

## Le modèle de développement

Si la social-démocratie renouvelée compte relever le défi de la crise écologique, ne doit-elle pas s'inscrire dans une approche marquée au coin du développement durable en opérant une rupture avec une idéologie productiviste et en adoptant une vision qui tiendra compte du long terme et des générations futures? Il s'imposerait aussi de développer des solidarités avec les plus démunis d'ici et d'ailleurs. Cette approche du développement soutenable et plus équitable exigera de revoir en profondeur nos modes de consommation et de production.

Les idées, les principes et les valeurs qui fondent la social-démocratie devront nécessairement, avant de se traduire en politiques concrètes, faire l'objet dans la société québécoise d'un large débat auquel sont conviés toutes les forces vives qui croient que le progrès social est possible, qu'il est aussi possible de faire autrement que de suivre la pente funeste du néolibéralisme. De là la nécessité d'ouvrir ce vaste chantier pour que prenne forme au Québec une social-démocratie ajustée aux temps présents.

Ce texte est un condensé du document de travail qu'on trouve à l'adresse suivante: <http://www.oikosblogue.coop/?p=332>.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandré Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (environnement), Pauline Grave (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Roux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle : Michel Belair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre), information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Michel Garneau (cartooniste), Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emille Folle-Borvin et Vincent Cauchy (commis Internet), Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), Jean-Jacques Coulombe et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéciel (Québec), Monique Bhérré (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Bolly-Demers, Jean-François Bossé, Manon Boillard, Marlène Côté, Richard Douangmal, Amélie Maltais, Claire Paquet, Élyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sébal (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire), PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilukova (responsable des services comptables), Claudette Bellevue (adjointe administrative), Céline Paroy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

## ACTUALITÉS

## DUCEPPE

SUITE DE LA PAGE 1

partis semble toutefois bien improbable. Un ministre chevronné du gouvernement, Jason Kenney, a écarté cette possibilité hier sur les ondes d'une radio de Calgary.

«Nous ne nous mettons pas en vente au plus offrant, encore moins s'il s'agit du NPD, a lancé l'influent ministre de l'Immigration. Il s'agit d'un parti d'idéologues de gauche purs et durs. Ce n'est pas un parti modéré de centre gauche. Je veux dire: ces gens-là croient leur propre Kool-Aid, n'est-ce pas? Alors, je ne crois pas qu'une entente avec le NPD soit réaliste.»

Notons que ce n'est qu'aujourd'hui, à 13h, que Jack Layton prendra la parole. Lui et son épouse, la députée Olivia Chow, avaient planifié quelques jours d'escapade en canot en Nouvelle-Écosse. Les événements les obligent à écourter leur séjour.

Une chose est maintenant certaine: c'est par la bonne vieille méthode que le gouvernement conservateur, s'il doit tomber, tombera. «Toutes ces conjectures à propos d'une prorogation ne sont pas fondées», indique une source conservatrice très bien informée. Il n'est pas non plus dans les plans de Stephen Harper de déclencher lui-même, avant le retour du Parlement, une élection qui paraît inévitable. «Nous avons du travail à faire qui ne peut qu'être fait à la Chambre des communes.»

Un vote à caractère budgétaire, donc engageant la confiance de la Chambre, sera tenu dès le mardi 15 septembre. Il s'agira de faire adopter le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire. Si l'opposition remporte ce vote, alors l'élection aura lieu le 26 octobre. Sinon, les libéraux ont promis de déposer une motion de défiance pour une élection le 9 ou le 16 novembre.

En septembre 2008, M. Harper avait déclenché lui-même des élections lorsqu'il a constaté que les partis d'opposition ne l'appuieraient plus. En décembre, il a prorogé le Parlement pour s'éviter une motion de censure qui aurait peut-être permis l'arrivée d'une coalition libérale-néo-démocrate au pouvoir.

## Rentrée décisive

Pour le chef bloquiste, Gilles Duceppe, si rien ne change dans l'attitude du gouvernement et son approche face à la crise économique, «il y aura des élections». «Malheureusement, explique-t-il, Stephen Harper refuse de bouger et d'aider les gens, tandis que Michael Ignatieff, qui a appuyé Stephen Harper sur tous les sujets importants depuis qu'il est chef du PLC, ne propose aucune alternative.»

Si jamais M. Harper faisait un compromis en répondant aux demandes du Bloc québécois, M. Duceppe se dit prêt à reconsidérer sa position, mais il doute de cette possibilité. Le chef bloquiste a profité de son passage à Bois-des-Filion, où il dévoilait son programme de lutte contre les criminels à col blanc, pour tester ses thèmes de campagne.

Ainsi, alors que le Parti libéral a recommencé à être son principal rival, Gilles Duceppe tente de mettre Michael Ignatieff dans le même panier que Stephen Harper. Comme le gouvernement de M. Harper, dit-il, les libéraux de Michael Ignatieff se disent pour la création d'une commission des valeurs mobilières pancanadienne, probablement basée à Toronto. Ils appuient l'injection de milliards de dollars dans l'industrie automobile, mais pas dans l'industrie forestière. Et comme les conservateurs, Michael Ignatieff s'est porté à la défense des sables bitumineux albertain. «Je dis non», a répété M. Duceppe chaque fois.

Au Québec, prévient M. Duceppe, cette guerre de «valeurs» et de «visions», que Michael Ignatieff voudra mener pour se démarquer des conservateurs de Stephen Harper, n'aura pas d'emprise. «Au Québec, c'est faux. Le Parti libéral et le Parti conservateur se rejoignent sur l'essentiel en défendant les mêmes intérêts, ceux du Canada au détriment de ceux du Québec.» Selon lui, les deux chefs fédéralistes «ont la même vision restrictive de la nation québécoise».

Par ailleurs, les conservateurs soutiennent qu'ils présenteront à l'automne de nouveaux changements au programme de l'assurance-emploi, des changements qualifiés d'«appréciables». Il s'agira d'améliorations en plus de celles déjà promises, comme l'élargissement du programme aux travailleurs autonomes qui le souhaitent ou l'ajout d'un maximum de cinq semaines de prestations.

Aucun détail ne filtre de ces nouvelles propositions. L'entourage de Stephen Harper rappelle seulement que le premier ministre a reconnu que la multiplicité de critères d'admissibilité différents à travers le pays n'a peut-être pas sa raison d'être et que, malgré la reprise économique, le taux de chômage sera le dernier à se rétablir.

Le libéral Michael Ignatieff a évoqué ce programme d'assurance-emploi hier pour motiver sa perte de confiance. «L'assurance-emploi est une question importante, parce qu'il y a 1,5 million de chômeurs. On a voulu travailler avec le gouvernement, mais on s'est rapidement rendu compte que ce n'était pas possible, a-t-il soutenu. Je ne veux pas faire de jeu politique. Je ne veux plus décevoir les gens qui perdent leur emploi. C'est pourquoi je veux m'opposer à ce gouvernement.» La semaine dernière, après sa rencontre avec M. Harper, Jack Layton avait indiqué qu'il ne sentait pas de volonté de la part du premier ministre de trouver un terrain d'entente à propos de l'assurance-emploi.

Le comité bipartisan devant proposer une réforme du système est démantelé. Les libéraux n'assisteront pas à la rencontre qui devait avoir lieu aujourd'hui.

Les conservateurs détiennent 143 sièges à la Chambre des communes. Ils n'ont besoin que de 12 voix pour se maintenir en poste, ce que chacun des trois partis d'opposition peut lui offrir.

Le Devoir

## DÉCROCHAGE

SUITE DE LA PAGE 1

ateliers de compostage, expo-science, cours de musique avec spectacle amateur... Différentes activités ont été mises sur pied à la demande des jeunes pour stimuler leur intérêt et créer un sentiment d'appartenance.

À l'école James Lyng, un étudiant en gestion de l'Université Concordia a créé un Club des jeunes entrepreneurs. Les jeunes qui s'y sont inscrits ont dû produire un plan d'affaires, faire des études de marché et implanter un petit négoce. Une étudiante en journalisme en a aidé d'autres à fonder leur propre journal d'école: *The Scoop*.

Neuf mois plus tard, les résultats semblent probants: à l'école James Lyng, le taux d'absentéisme a été réduit de 40 % et le taux de diplomation a connu une hausse de 12,6 %, a constaté Fusion Jeunesse. Les échos des projets de Pierre-Dupuy se font attendre, mais le taux élevé de participation semble témoigner de l'intérêt suscité par le programme, a indiqué M. Bran Lopez.

Cette année, forte d'une subvention de 230 000 \$ — soit 200 000 de plus que l'année précédente —, Fusion jeunesse récidive et passe de 7 à 24 stagiaires issus non plus seulement de l'Université Concordia, mais également de l'UQAM, de l'Université de Montréal, de l'Université McGill, de la Polytechnique, de HEC et de l'ETS. Leur contribution continuera de s'adresser aux jeunes des écoles Pierre-Dupuy et James Lyng, mais s'étendra à ceux des écoles Honoré-Mercier, Saint-Henri, Henri-Bourassa et Louis-Joseph-Papineau.

## Sortir de la routine

Étudiant au baccalauréat en musique à l'Université Concordia et l'un des stagiaires de la première cohorte, Adam O'Callaghan s'est lancé corps et âme dans la création d'un spectacle amateur réunissant différentes prestations de chant, rap, musique populaire et autres à l'école secondaire Pierre-Dupuy. Il dit avoir sans doute davan-

tage profité du programme que les jeunes eux-mêmes. «Je me questionnais sur ma direction de carrière. Est-ce que je voulais suivre la voie du créateur ou vivre l'expérience de l'éducation? J'ai eu la chance de voir c'était quoi. Ça a changé ma vie», a dit le jeune homme. L'école Pierre-Dupuy offrait déjà des cours de musique, mais l'apport de Adam O'Callaghan se situait à un autre niveau. «Je travaillais avec des jeunes particulièrement motivés par la musique, mais je devais aller les chercher avec ce qui les intéressait. Il faut des projets stimulants qui créent un sentiment d'appartenance à leur milieu et une expérience riche dans leur école, ce qu'ils n'avaient pas», a-t-il expliqué. «Et ça ne prenait pas grand-chose pour les motiver». Apporter un microphone en classe ou permettre aux jeunes de jouer le succès de l'heure plutôt que des œuvres du répertoire classique étaient des garanties de succès. Il suffit d'utiliser les ressources différemment, croit le jeune musicien.

En plus de celui des universités partenaires, des commissions scolaires et de la Ville, le projet a reçu l'appui de la Société de développement social de Ville-Marie, de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), du Réseau réussite Montréal, ainsi que de nombreux élus.

M. Bran Lopez insiste: son projet fait parfaitement écho aux recommandations du rapport produit en mars dernier par le président de la Banque de Montréal, Jacques Ménard, sur la revalorisation de l'éducation au Québec, qui liait réussite scolaire et engagement de la communauté. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, avait fini par endosser intégralement les dix recommandations du rapport, dont celle visant à ramener à 20 % le taux de décrochage au secondaire public. Il est actuellement de 30 % en moyenne. «C'est simple. Nos activités font en sorte que les jeunes ont envie d'aller à l'école. Et ils sont là. Ils répondent présents», a souligné M. Bran Lopez.

Porté par son récent succès, Fusion jeunesse a le vent dans les voiles. En 2010-11, l'organisation mettra le cap sur le Grand Nord pour développer des projets dans les écoles de la nation crie.

Le Devoir

## RÉCHAUFFEMENT

SUITE DE LA PAGE 1

semaine en publiant un rapport dans lequel elle affirme que les technologies dites de «géo-ingénierie» sont «techniquement réalisables», et qu'elles «pourraient réduire substantiellement les coûts et les catastrophes susceptibles de découler des changements climatiques». Les auteurs du rapport présentent toutefois la géo-ingénierie comme une option supplémentaire qui ne doit en aucun cas remplacer ou nous faire oublier les politiques visant à réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Ils recommandent le financement de plus amples recherches sur cette approche pour le moins audacieuse.

C'est en 1992 que les premières technologies de «géo-ingénierie» ont été proposées. Discuter de ces technologies farfelues est toutefois demeuré tabou jusqu'à ce que Paul Crutzen, grand spécialiste de la couche d'ozone et récipiendaire en 1995 du prix Nobel de chimie, publie en 2006 un article dans lequel il proposait d'injecter des aérosols à base de sulfates — que l'on aurait extrait de l'atmosphère polluée des villes — dans la stratosphère, la couche la plus élevée de l'atmosphère. Ces aérosols, qui auraient réfléchi les rayons du soleil vers l'espace, étaient censés rafraîchir le climat.

«Paul Crutzen a proposé de se débarrasser de la pollution dans la basse atmosphère et d'introduire une partie de cet air pollué dans la haute atmosphère, où il sera plus efficace, aura une durée de vie plus longue et permettra de refroidir le climat qui, autrement, se serait réchauffé. Depuis que Crutzen a publié cette solution en 2006, la géo-ingénierie est devenue une stratégie mieux acceptée dans la communauté scientifique et elle a fait l'objet de plus nombreuses publications», explique Damon Matthews, professeur au département de géographie, urbanisme et environnement de l'Université Concordia.

Diverses technologies ont ainsi été suggérées, comme celle qui consiste à «blanchir» les nuages en pulvérisant des embruns de fines gouttelettes d'eau de mer dans les nuages surplombant les océans. Ce traitement permettrait aux nuages de mieux réfléchir les rayons du soleil et ainsi de rafraîchir l'atmosphère. L'installation de milliers de miroirs gigantesques dans l'espace a aussi été envisagée.

D'autres stratégies visent plutôt à extraire le dioxyde de carbone de l'atmosphère et à l'enfouir dans le sous-sol. Pour ce faire, certains recommandent la conception d'arbres artificiels ou la fertilisation des océans afin d'accroître le plancton qui consommera le dioxyde de carbone de l'atmosphère.

Pour Mike MacCracken, directeur scientifique des programmes sur les changements climatiques au Climate Institute de Washington, la géo-ingénierie est «la seule façon de sauver l'Arctique. La géo-ingénierie pourra servir en cas d'urgence climatique. Or, dans l'Arctique, la situation est urgente en ce moment même». Pour ralentir la fonte des glaces de l'Arctique, M. MacCracken recommande l'injection d'aérosols à base de sulfates dans la stratosphère surplombant l'Arctique. «L'introduction de ces aérosols aura un effet comparable à celui d'une éruption volcanique en haute altitude. Nous avons vu

que des éruptions qui ont eu lieu par le passé diminuaient l'entrée du rayonnement solaire dans l'atmosphère et ainsi réduisaient le réchauffement climatique. On pourrait ainsi ralentir, voire renverser le réchauffement de l'Arctique, tout en ayant un effet négligeable sur le reste du monde», explique le scientifique, qui croit que les stratégies visant à débarrasser l'atmosphère du CO<sub>2</sub> seront trop lentes pour sauver l'Arctique.

Le professeur du département des sciences atmosphériques et océaniques de l'Université McGill Jacques Derome croit qu'un peu plus de recherches devront être effectuées par des scientifiques sérieux non pas pour mettre œuvre ces projets dans l'atmosphère, mais pour les tester à l'aide de modèles mathématiques «afin qu'on puisse en discuter en connaissance de cause. Chose certaine, il est beaucoup trop tôt, et il le sera peut-être toujours, pour réaliser des expériences dans l'environnement», dit-il.

De prime abord peu favorable aux approches de géo-ingénierie, M. Derome doute qu'on arrive à «des résultats intéressants, car le système atmosphérique est extrêmement complexe. Mêmes les vérifications sur ordinateur ne seront pas suffisantes pour me convaincre qu'il ne pourrait pas y avoir des conséquences imprévues».

Pour Damon Matthews de l'Université Concordia, la géo-ingénierie n'est pas une stratégie adéquate dans l'immédiat pour réduire la température. «Je crois que nous n'en savons pas suffisamment sur la question à l'heure actuelle pour juger de la pertinence d'une telle stratégie. Plus de recherches sont bien sûr essentielles pour connaître quels seraient les conséquences de la géo-ingénierie et ses risques. Comment cela affectera-t-il le système climatique et l'écosystème?», fait-il valoir tout en se disant néanmoins peu favorable aux recherches visant à développer de nouvelles technologies de géo-ingénierie et à les mettre en œuvre. «Le danger est que si nous investissons beaucoup dans ce secteur, ce sera au détriment de la recherche et du développement de nouvelles technologies d'énergies renouvelables qui auraient davantage de conséquences positives en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.»

A ceux qui réclament le recours aux méthodes de géo-ingénierie parce que le réchauffement climatique est devenu trop rapide, Damon Matthews réplique qu'il est possible de prévenir une catastrophe climatique en réduisant nos émissions de GES par diverses stratégies, et sans que soit requise la géo-ingénierie.

Damon Matthews se dit davantage favorable à l'extraction du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère et de son stockage sous terre qu'aux technologies visant à réfléchir les rayons solaires, dont les conséquences sont plutôt incertaines. «Cette dernière stratégie ne change pas le contenu de l'atmosphère, qui est à la source du problème. Tandis que si on retire le dioxyde de carbone de l'atmosphère, on réduit par le fait même l'effet de serre», fait-il remarquer.

«Le fait que la mise en œuvre de telles stratégies ne serait apparemment pas si coûteuse qu'on pourrait l'imaginer est dangereux, car cela pourrait inciter les gouvernements à baisser les bras et à opter pour ces solutions plus économiques», s'inquiète M. Derome

Le Devoir

## DOCUMENTS

Il aura fallu plus d'une année pour que *Le Devoir* puisse recevoir une copie des documents

SUITE DE LA PAGE 1

des paragraphes entiers, parfois même des pages entières, y sont censurés.

Contrairement aux exemplaires que *Le Devoir* a obtenus, les originaux laissés par le ministre des Affaires étrangères de l'époque chez Mme Couillard n'étaient évidemment pas censurés. Ces documents pouvaient donc être librement consultés par Mme Couillard ou par d'autres personnes pouvant se trouver chez elle.

Sur pratiquement toutes les pages, des paragraphes sont supprimés. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a notamment eu recours au chapitre 15 de la Loi sur l'accès à l'information, qui les autorise à ne pas rendre publics certains documents. «Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à la conduite des affaires internationales, à la défense du Canada ou d'États alliés ou associés avec le Canada ou à la détection, à la prévention ou à la répression d'activités hostiles ou subversives», précise le chapitre en question.

Le premier ministre Stephen Harper avait laissé entendre à l'époque qu'une partie des documents pouvaient être rendus publics. «En ce qui concerne les documents, ce sont des briefings pour des réunions. C'est un mélange de documents secrets et de documents publics», avait déclaré M. Harper à des journalistes peu après l'affaire.

Pour être précis, les documents sensibles peuvent être divisés en deux catégories: les notes préparatoires pour les rencontres et réunions auxquelles M. Bernier comptait participer et un cahier d'information sur le sommet de l'OTAN qui avait eu lieu du 2 au 4 avril 2008 à Bucarest, en Roumanie. Les notes et le cahier comptent chacun une page de couverture sur laquelle est apposée la mention «Secret». Il y est aussi indiqué qu'ils sont destinés à «l'honorable Maxime Bernier, Ministre des Affaires étrangères».

Le contenu des documents a certes été divulgué en grande partie. Mais ces derniers comportent néanmoins de longs paragraphes, parfois plusieurs pages de suite, qui ont été rendus illisibles par les analystes de la division de l'accès à l'information du MAECI. La plupart du temps, le gouvernement a considéré que ces informations pouvaient nuire aux affaires internationales et à la défense du Canada, qu'elles ont été obtenues de manière confidentielle auprès d'autres gouvernements ou organisations, qu'elles concernent des informations personnelles ou des activités des membres de l'exécutif.

Selon l'emploi du temps qui faisait partie des documents que M. Bernier a oubliés chez Mme Couillard, le ministre de l'époque devait rencontrer en tête à tête les chefs de la diplomatie de dix pays, notamment ceux des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Afghanistan.

Pour chaque rencontre, il disposait d'une série de fiches d'informations, résumant principalement les positions du Canada. Ainsi, on y apprend que M. Bernier devait rencontrer le ministre afghan des Affaires étrangères, Rangin Dadfar Spanta, le 3 avril 2008 pendant 20 minutes. Il devait discuter de trois «objectifs clés», peut-on lire en anglais dans le rapport. Mais impossible de savoir quels sont ces objectifs, les censeurs du MAECI les ont effacés, car ces informations risquent de compromettre les relations internationales et la défense du Canada, et concernent des membres de l'exécutif canadien. Pour les mêmes raisons, la position du Canada en ce qui concerne la «situation sécuritaire en Afghanistan» et «les plans politiques et militaires de l'OTAN» ont été rendus illisibles dans un document portant la mention «Secret».

Le gouvernement a 30 jours pour répondre à une demande d'accès à l'information. Dans ce cas-ci, il aura fallu plus d'une année pour que *Le Devoir* puisse recevoir une copie des documents oubliés par M. Bernier chez son ex-conjointe.

En effet, d'après un courriel reçu de la division de l'accès à l'information du MAECI, les documents ont dû être envoyés au Bureau du Conseil privé, ainsi qu'au ministère de la Défense nationale pour consultation. Ces derniers peuvent ainsi censurer les informations les concernant s'ils estiment que la loi ne les oblige pas à les divulguer au public.

Le MAECI n'a pas répondu au courriel envoyé par *Le Devoir* hier en fin d'après-midi. Le Parti libéral ne nous a pas rappelés et le Bloc québécois n'a pas souhaité réagir pour le moment.

Le Devoir

## Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans notre texte «Un plan libéral spécial pour le Québec», publié hier. En fait, les organisateurs libéraux pensent pouvoir faire un gain aux prochaines élections dans la circonscription d'Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou avec leur candidat Léandre Gervais, et non pas dans celle d'Abitibi-Témiscamingue. Toutes nos excuses.

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courriel redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390